

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Responsabilité du Banquier en cas de négociation de titres au porteur perdus ou volés.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Lundi 23 Mai 1921 à 3 heures et demie

par

André DUPONT

Président : M. WAHL, Professeur.

Suffragants { *M. HÉMARD, Professeur.*
M. RIPERT, Agrégé.



Imprimerie A. MARCHANDON & C^{ie}

7^{me}, Rue Nationale

BEAUMONT-SUR-OISE (Seine-et-Oise)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Responsabilité du Banquier en cas de négociation de titres au porteur perdus ou volés.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Lundi 23 Mai 1921 à 3 heures et demie

par

André DUPONT



Président : M. WAHL, Professeur.

Suffragants { **M. HÉMARD, Professeur.**
M. RIPERT, Agrégé.



Imprimerie A. MARCHANDON & C^{ie}
7^{me}, Rue Nationale
BEAUMONT-SUR-OISE (Seine-et-Oise)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

**RESPONSABILITÉ DU BANQUIER en
cas de négociation de titres au porteur
perdus ou volés.**

INTRODUCTION

On sait quelles difficultés rencontrait sur sa route, sous le régime antérieur à 1872, le propriétaire dépossédé de valeurs au porteur.

Les titres au porteur, traités en droit comme des meubles corporels, obéissaient aux articles 2279 et 2280 C. civ. En conséquence, la revendication de ces titres n'était pas admise, en principe, contre les tiers acquéreurs de bonne foi. Ils pouvaient exceptionnellement être revendiqués lorsqu'il y avait eu perte ou vol ; mais la revendication n'était possible que pendant trois ans contre les tiers de bonne foi, et il fallait que le revendiquant, pour se faire restituer son titre, remboursât au possesseur actuel le prix payé par celui-ci si l'achat avait eu lieu dans une Bourse ou chez un changeur.

En présence de cette législation, les établissements débiteurs refusèrent pendant longtemps au propriétaire dépossédé le paiement des intérêts et dividendes, le rem-

boursement du capital devenu exigible et surtout la délivrance d'un duplicata. Ils soutenaient que le titre pouvait toujours être présenté par un tiers porteur de bonne foi et qu'ils ne voulaient pas être exposés à un double paiement ; que d'ailleurs ils ne connaissaient que le porteur, puisque c'était le titre même qui en réalité était créancier (1).

Ce système fut jugé trop défavorable aux propriétaires dépossédés : il était du reste critiquable au point de vue juridique, le titre n'étant pas le droit lui-même mais n'en constituant que la preuve. Aussi les tribunaux donnèrent bientôt au propriétaire dépossédé la possibilité d'empêcher, au moyen d'une opposition faite entre les mains de l'établissement débiteur le paiement des intérêts et dividendes et le remboursement du capital au tiers détenteur du titre (2). A la suite de son opposition, le propriétaire pouvait faire déposer les intérêts et dividendes échus à la Caisse des Dépôts et Consignations et pouvait les toucher au bout de 5 ans (3). Passé ce délai, la Société n'avait pas à craindre les réclamations d'un tiers possesseur de bonne foi auquel elle eut dû payer une seconde fois, car si ces réclamations se produisaient, la Société était protégée par l'article 2277 C. civ. Le propriétaire pouvait de même faire déposer le capital devenu exigible et le toucher 30 ans après son exigibilité. (4)

(1) En ce sens Paris 23 juillet 1836, S. 1837 2. 103.

(2) Trib. Seine 8 juillet 1862 (Journ. trib. Comm. t. 12 p. 147)

» » 3 août 1867 (ibid. - t. 17 p. 176)

(3) Notamment Paris 13 mai 1865. S. 65. 2. 153.

(4) Notamment Paris 24 juillet 1858. Journ. du Palais 1858. 1095.

On invoquait pour justifier cette solution la prescription de l'article 2262 du Code civil ; mais il convient de faire remarquer, qu'à la différence de la prescription quinquennale, la prescription trentenaire est soumise à des causes de suspension qui peuvent la reculer au delà de 30 ans.

Mais il n'y avait aucun moyen d'obtenir la délivrance d'un duplicata du titre ; si la Société en avait délivré un, elle eut pu se trouver en présence à la fois du porteur du titre nouveau et d'un porteur de bonne foi du titre ancien.

Etant donné cet état de choses, on réclamait depuis longtemps une réglementation plus favorable de la situation du porteur dépossédé. Les nombreuses pertes de titres survenues en 1870-71 déterminèrent le gouvernement à présenter un projet de loi qui fut voté le 15 juin 1872.

L'objet de la loi de 1872 a été de régler les rapports du porteur dépossédé avec le débiteur d'une part, avec les tiers acquéreurs d'autre part.

Ses innovations consistent :

1°) Dans une abréviation des délais après lesquels le porteur dépossédé peut toucher les intérêts et dividendes échus.

2°) Dans une abréviation des délais après lesquels il a le droit de se faire payer le capital devenu exigible.

3°) Dans une dérogation à l'article 2279 par la concession au porteur dépossédé de la revendication même contre un porteur de bonne foi, quand celui-ci a acquis postérieurement à l'opposition ;

4°) Dans une dérogation à l'article 2280 en ce sens que le revendiquant n'a jamais, en quelque lieu que le tiers acquéreur ait acheté les titres, l'obligation d'en rembourser le prix à ce dernier.

La loi de 1872 a donc renversé dans leurs points essentiels les dispositions du code civil relatives à la possession et à la transmission des meubles. Que ce régime soit une entrave à la circulation des valeurs au porteur, cela est possible ; mais le législateur a passé outre ; il lui a semblé que cet inconvénient ne pouvait l'emporter sur les considérations contraires, et qu'il y avait nécessité de procurer à la propriété mobilière, qui se développe de jour en jour, et qui est exposée à toutes sortes de dangers par sa mobilité même, des garanties relatives.

Si la loi du 8 février 1902 a adouci sur des points de détail la loi de 1872, elle en a absolument maintenu le principe.

Les lois de 1872 et de 1902, respectivement complétées par deux décrets des 10 avril 1873 et 8 mai 1902, ont établi un système de protection du porteur dépossédé dont il importe de rappeler l'économie générale. Il y a lieu de considérer 1° les formalités à remplir, 2° leurs effets dans les rapports du propriétaire dépossédé et des tiers, 3° leurs effets dans les rapports de ce propriétaire et de l'établissement débiteur.

Le propriétaire dépossédé doit faire signifier par huissier une double opposition, l'une au syndicat des agents de change, dont l'effet sera de rendre nulle à son égard la négociation du titre, l'autre à l'établissement débiteur pour

empêcher tout paiement au tiers porteur qui pourrait se présenter. L'opposition notifiée au syndicat des agents de change doit, à peine de nullité, indiquer le nombre, la nature, la valeur nominale et la série des titres. Elle doit aussi contenir réquisition de publier les numéros des titres. La publication de cette opposition est faite le surlendemain, par les soins et sous la responsabilité du syndicat des agents de change, dans le Bulletin officiel des oppositions. L'opposition signifiée à l'établissement débiteur reproduit les mêmes indications, et contient une copie, certifiée par l'huissier instrumentaire, de la quittance, délivrée par le syndicat des agents de change, du coût de la publication à faire au Bulletin des oppositions. Les deux oppositions sont liées l'une à l'autre, de sorte que, si la première n'est pas maintenue, la seconde cesse de produire effet. Lorsqu'un mois s'est écoulé depuis l'échéance de la publication non renouvelée, le syndicat des agents de change en avertit l'établissement débiteur en lui communiquant la liste des titres non maintenus au Bulletin, et en l'avisant que cette notification tient lieu de mainlevée ; dès lors l'établissement se trouve dans la même situation que si aucune opposition ne lui avait été notifiée. Ajoutons qu'une loi du 4 avril 1915 et un décret du 19 octobre 1919 ayant pour but de protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite de faits de guerre, ont simplifié et abrégé les formalités imposées par les lois de 1872 et de 1902. Mais l'application de ces textes a été limitée à la durée de la guerre et à la période de six mois suivant la fin des hostilités.

Quels sont les effets des formalités prescrites dans les rapports du propriétaire dépossédé et des tiers ? — En face d'un tiers porteur de mauvaise foi, le propriétaire peut toujours, comme avant 1872, exercer une action en revendication ou en dommages-intérêts, action qui se prescrit par trente ans à partir de la dépossession. La loi de 1872 ne contient d'innovations qu'en ce qui concerne l'acquéreur de bonne foi et ses ayants cause. A cet égard il faut distinguer suivant que la négociation a été antérieure ou postérieure à l'époque où le premier numéro du Bulletin contenant le numéro du titre frappé d'opposition a pu parvenir dans l'endroit où la négociation a eu lieu. Si la négociation a été antérieure, on appliquera les règles des articles 2279 et 2280. Si la négociation est postérieure à la publicité, elle demeurera au contraire sans effet vis-à-vis de l'opposant. Nous reviendrons, au cours de notre travail, sur cette situation, et nous préciserons, particulièrement en ce qui concerne les banquiers, ; les solutions diverses qui s'y rapportent.

Quant aux effets des formalités dans les rapports du propriétaire dépossédé et de l'établissement débiteur, il convient de distinguer suivant que, après l'opposition, il se présente ou non un tiers muni des titres qui en font l'objet.

S'il se présente un tiers, la Société doit retenir les titres contre récépissé et avertir l'opposant par lettre recommandée. Les effets de l'opposition sont alors suspendus jusqu'à ce que la justice se soit prononcée entre l'opposant et le tiers porteur.

Au contraire aucun porteur ne se présente-t-il au siège social ? L'opposant peut obtenir moyennant certaines conditions le paiement des coupons échus et même du capital. Les conditions sont les suivantes : 1^o) il faut qu'une année au moins se soit écoulée depuis l'opposition sans quelle ait été contredite par un tiers se prétendant propriétaire du titre frappé d'opposition ; 2^o) que deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes aient été mis en distribution, afin que le détenteur ait eu le temps de se présenter et que le bien-fondé de l'opposition ait acquis une sérieuse vraisemblance. S'il n'y avait pas deux échéances dans l'année, le délai d'un an se trouverait prolongé. De plus, si les titres ne produisent pas d'intérêts ou de dividendes, il doit s'être écoulé trois ans sans que l'opposition ait été contredite ; 3^o) l'opposant doit obtenir du président du tribunal civil l'autorisation de toucher les intérêts et dividendes au fur et à mesure de leur exigibilité. Si le président refuse l'autorisation, l'opposant peut s'adresser par voie de requête au tribunal lui-même ; 4^o) il faut enfin que l'opposant fournisse une caution solvable. — Quant au capital devenu exigible, l'opposant peut l'encaisser dans les mêmes conditions, à charge de fournir caution, et, s'il ne veut pas ou ne peut pas fournir caution, il a le droit d'exiger le versement de ce capital à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Enfin, tandis que la jurisprudence antérieure à 1872 refusait au porteur dépossédé voulant négocier son titre le droit de s'en faire délivrer un duplicata, la loi de 1872 lui a reconnu ce droit à cinq conditions : 1^o qu'il se soit écoulé

dix ans depuis l'autorisation dont il a été parlé plus haut ; 2° que pendant ce délai, l'opposition n'ait pas été contredite ; 3° que l'opposition à négociation ait été maintenue pendant ces dix ans au Bulletin officiel ; 4° que l'opposant paie à l'avance la publication faite dans ce Bulletin pour le nombre d'années représenté par la feuille de coupons attachée au titre ; 5° que l'opposant paie les frais du duplicata.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail de cette réglementation dont il nous aura suffi d'esquisser les traits généraux.

Mais nous devons immédiatement noter que la responsabilité des intermédiaires de la négociation joue un rôle important dans le système de protection du propriétaire dépossédé. Si la négociation est postérieure à la publicité au Bulletin, elle demeurera sans effet vis à vis de l'opposant, lequel pourra revendiquer son titre pendant trente ans, sans être soumis à aucune action en restitution, et le tiers porteur n'aura qu'un recours contre son vendeur et contre *l'agent de change*, à moins qu'il n'établisse que le revendiquant n'était pas fondé à former opposition parce qu'il n'était pas propriétaire du titre (article 12 loi de 1872).

La loi de 1872 ne s'occupe que du recours contre l'agent de change, elle ne nomme pas les autres intermédiaires. On peut s'en étonner car il est d'expérience quotidienne que c'est aux banquiers que l'on s'adresse de préférence pour la négociation des titres au porteur perdus ou volés.

Mais la réflexion montre que c'est précisément cette raison qui a déterminé le législateur à ne pas faire mention des

banquiers. La responsabilité des agents de change a été restreinte. Mais pour les intermédiaires autres que les agents de change, aucune restriction n'est apportée à leur responsabilité envers le propriétaire dépossédé, telle qu'elle résulte du droit commun. Un banquier, même en dehors du cas de mauvaise foi et en l'absence de toute opposition, est responsable à raison de l'imprudence grave qu'il a commise en achetant des titres au porteur dont le propriétaire avait été dépossédé. Et cette responsabilité a été maintenue, disent MM. Lyon-Caen et Renault, à l'égard des banquiers, précisément parce qu'on s'est aperçu que trop souvent c'est à eux qu'on recourt de préférence pour la négociation des titres dont le propriétaire a été dépossédé sans sa volonté.

C'est cette responsabilité des banquiers à raison de la négociation des titres au porteur perdus ou volés que nous nous proposons d'étudier.

Après avoir précisé les termes mêmes de la question, nous rechercherons quel est le fondement et quelle est l'étendue de cette responsabilité, puis quelles sont les conditions d'exercice de l'action qui peut être dirigée contre les banquiers.

CHAPITRE PREMIER

Position de la question

Pour bien comprendre la question assez complexe que nous nous proposons de résoudre, il importe de montrer d'abord comment les banquiers peuvent intervenir dans la négociation des titres perdus ou volés, puis comment la responsabilité des banquiers apparaît dans le conflit qui s'engage entre le propriétaire dépossédé et le tiers porteur, comment enfin cette responsabilité peut naître, d'une part, vis-à-vis du client acheteur, d'autre part, vis-à-vis du propriétaire dépossédé.

Les banquiers peuvent intervenir dans la négociation de cinq manières :

1° en transmettant à un agent de change l'ordre d'achat ou de vente ; ils doivent sous peine de commettre le délit d'immixtion, transmettre l'ordre à un agent de change lorsqu'il s'agit de valeurs dont la négociation rentre dans le monopole de ces agents. Ce sont, aux termes de l'article 76 du code de commerce, les effets publics et autres suscep-

tibles d'être cotés. Le sens de ces expressions, jadis discuté, est aujourd'hui bien établi. Les seuls effets auxquels s'applique le monopole sont ceux qui figurent en fait au Bulletin officiel de la cote; le marché de toutes les autres valeurs reste libre (1). Lors donc qu'un banquier est chargé par un de ses clients de l'achat ou de la vente d'une valeur cotée, son rôle est celui d'un intermédiaire entre le client et un agent de change à qui il confie l'exécution du mandat qu'il a reçu.

2° Le banquier peut exécuter l'ordre en coulisse, s'il s'agit d'une valeur qui n'est pas cotée sur le Marché officiel, soit en traitant l'opération lui-même s'il est inscrit à la feuille, soit en la transmettant à un couliissier.

3° Il peut exécuter l'ordre par voie d'application, c'est-à-dire conclure l'opération par sa seule volonté avec un autre de ses clients qui lui a donné un ordre en sens inverse sur la même valeur. L'application faite par le banquier ne peut porter que sur des titres non officiellement cotés et le taux de l'opération doit être fixé de façon à ne léser les intérêts d'aucun des deux mandants (2).

(1) Notamment Paris 6 mars 1896. (D. 1897. 2. 117).

Ainsi la négociation de titres d'une société non encore constituée, qui ne peuvent par conséquent être cotés, n'est pas considérée, lorsqu'elle est faite par un autre qu'un agent de change, comme constituant une immixtion illicite : Cassation chambre civ. 16 juin 1885. D. 86. 1. 153.

(2) V. en ce sens Alauzet : Commentaire du code de commerce 3^e édit. t. 3. n° 1060. — Boistel : Précis de droit commercial n° 522. — Ruben de Couder : Dictionnaire de droit commercial. V. commissionnaire n° 205,

4° Le banquier peut acheter des titres pour son compte et les revendre à ses clients. Il y a là une opération directe qui ne contrevient pas au monopole de l'agent de change. Plusieurs arrêts ont jugé que l'article 76 exigeant l'intervention d'un agent de change, ne s'applique pas à la négociation faite par un banquier, pour son compte personnel de titres lui appartenant, et dans laquelle les parties ont agi respectivement en qualité d'acheteur et de vendeur ; peu importe que le banquier ait acheté les titres pour les revendre (1). Il appartient d'ailleurs au juge de fait, de décider souverainement qu'un banquier qui a vendu des titres cotés n'en était pas personnellement propriétaire et n'a par suite agi que comme intermédiaire (2). Ajoutons que l'opération directe n'est valable qu'à condition de se présenter sous la forme d'un troc véritable, c'est-à-dire sous la forme d'une convention accompagnée d'exécution immédiate (3).

5° Enfin, au lieu de traiter le marché avec un autre opérateur, le banquier peut se porter lui-même contre-partie. S'il assume ce rôle ouvertement, l'opération est valable (4). Mais la solution est différente, d'après la jurisprudence, s'il tient ce rôle à l'insu du donneur d'ordre et surtout s'il

(1) Paris 30 janvier 1882, D. 83. 2. 87.
Orléans 24 mai 1883, D. 84. 2. 148.
Cassat. civ. 11 déc. 1883, D. 89. 1. 239.
Dissertation de M. Boistel, D. 93. 2. 17.

(2) Cassat, req. 21 avril 1885, D. 85. 1. 275.

(3) Cass. 4 févr. 1910, D. 1911. 1. 17 et la note de M. Percerou.

(4) Req. 22 mai 1905, D. 1906. 1. 33, note Lacour.

perçoit un courtage (1). L'intermédiaire n'a pas le droit de s'appliquer l'ordre à lui-même, en cumulant la fonction de mandataire avec celle d'opérateur à son compte. Le client peut en conséquence exiger que le mandataire justifie de l'existence d'une contre-partie, faute de quoi ce client pourra considérer l'opération comme non obligatoire pour lui. Cette exception de contre-partie est principalement fondée sur l'incompatibilité du mandat et de l'opération faite pour soi-même. Le client cherche dans l'intermédiaire choisi par lui un auxiliaire qui prenne ses intérêts sur le marché, afin d'obtenir le plus haut ou le plus bas prix, suivant qu'il est vendeur ou acheteur. Or l'intermédiaire, par le fait même qu'il est contre-partiste, se crée, au contraire, un intérêt opposé à celui de son commettant (article 1596 c. civ.). Le cumul des rôles de mandataire et de vendeur ou d'acheteur n'est licite que si la personne avec laquelle traite l'intermédiaire en est avertie et l'a accepté. Ce cumul est d'ailleurs de nature à encourager sur le marché des manœuvres répréhensibles, et, spécialement pour les valeurs ne figurant pas au Bulletin officiel, des cotes fictives établies dans le but de permettre au coulissier de se débarrasser sur ses clients d'un stock de valeurs sur lesquelles il spéculé. Quant à la question de savoir si le règlement volontaire du marché le purge ou

(1) Req. 27 novembre 1907. Sirey 1908. 1. 119.

Trib. comm. Seine 24 décembre 96. D. 99. 2. 297 note Lacour.

Voir sur la question : Lacour : Le commissionnaire contrepartiste en Bourse et la jurisprudence.

Wahl : note sous Paris 17 mars 96. S. 98. 2. 121.

non de son vice, elle revient à se demander si le client a, en connaissance de cause, et par un acte non douteux de sa volonté, ratifié ultérieurement l'opération (1). En cas d'affirmative, le vice disparaît; en cas de négative, le droit du client reste ouvert.

Nous n'aurons pas à entrer dans la discussion de ces questions, et il nous aura suffi d'en indiquer les solutions jurisprudentielles (2).

Si l'on veut étudier la responsabilité du banquier en raison de la négociation des titres perdus ou volés, il est bon de rappeler les droits du propriétaire de ces titres vis à vis de leur porteur et de jeter un coup d'œil général sur la situation créée par la perte ou le vol dont il s'agit.

Le propriétaire dépossédé et le tiers porteur sont mis en présence, soit à l'occasion de la publicité du Bulletin officiel des oppositions, soit — et c'est l'hypothèse la plus fréquente — lorsque le titre frappé d'opposition est présenté à l'établissement débiteur.

Pour apprécier les droits respectifs du propriétaire et du porteur, il faut distinguer deux cas: 1° celui où le tiers porteur est l'auteur même de la dépossession, ou un déten-

(1) Req. 27 nov. 1907. D. 1908. 1. 225 note Lacour.

(2) La jurisprudence frappe même le commissionnaire contre-partiste des peines de l'escroquerie, lorsque des manœuvres ont été entreprises par lui pour tromper le client: Paris 27 janvier 1907. S. 1907. 2. 111.

Cassat, crim. 16 février 1907. S. 1907. 1. 376, 12 mars 1909. D. 1909. 1, 203 et note de M. Lacour.

teur de mauvaise foi, 2^o celui où il est un détenteur de bonne foi.

Dans le premier cas, celui qui a soustrait les titres ou qui se les est appropriés après les avoir trouvés, a commis envers le propriétaire légitime un délit civil, alors même que ce délit ne serait pas assez caractérisé pour entraîner une sanction pénale. Le propriétaire a donc contre lui à la fois une action en revendication, s'il a encore les titres, ou s'il les a vendus par fraude, c'est-à-dire pour échapper à la revendication et une action personnelle en restitution, qui durent l'une et l'autre trente ans du jour de la dépossession, et peuvent être exercées contre les successeurs universels ou à titre universel. Les mêmes principes sont applicables à l'acquéreur de mauvaise foi. Ils ne sont que l'application du droit commun (1).

(1) Cassat. civ. 7 février 1910. S. 1910. 1. 225.

Dans l'espèce, le propriétaire dépossédé agissait en revendication contre le vendeur ayant cessé de posséder les titres en les remettant à un acheteur. Plus de trois ans s'étaient écoulés depuis le vol. La prescription triennale n'était pas applicable. On ne pouvait se prévaloir de l'article 637 C. Instr. crim. qui soumet l'action civile résultant d'un délit à la même prescription que l'action publique, car il ne s'agissait pas de l'action en dommages-intérêts née du délit, mais de l'action en revendication attachée au droit de propriété. Il n'y avait pas non plus lieu à l'application de l'art. 2279 al. 2, qui permet au cas de vol la revendication des meubles pendant trois ans, car cette disposition régit seulement la revendication exercée contre les possesseurs de bonne foi. La prescription trentenaire seule protège contre la revendication les possesseurs de mauvaise foi. Le défendeur, qui était le voleur, opposait qu'ayant cessé de posséder les titres, la revendication ne pouvait pas être exercée contre lui, puisqu'elle n'est possible que contre une personne qui est en situation de restituer. Mais, depuis le droit romain, on admet la revendication contre la personne qui a cessé de posséder par dol : telle était la situation du voleur ayant abandonné la possession pour se soustraire à la revendication. Aussi la Cour de Cassation a-t-elle avec raison, dans ces circonstances, admis la revendication. Le voleur dut restituer un nombre égal de titres semblables.

Si le tiers détenteur est de bonne foi, il convient de distinguer suivant qu'il a acquis les titres, 1^o avant la publication au Bulletin officiel, 2^o depuis cette publication, 3^o ou enfin depuis cette publication, mais d'un tiers qui les possédait avant la publication.

1^o Le tiers détenteur a-t-il acquis les titres avant la publication au Bulletin officiel? La situation reste réglée par le droit antérieur à la loi de 1872. Si le tiers détenteur n'est pas en faute, il peut être évincé dans le cas où les titres ont été perdus ou volés (art. 2279 et 80 c. civ.), quelle que soit sa bonne foi, par l'action réelle en revendication du propriétaire, pendant trois ans à compter de la perte ou du vol. Cette éviction se produit sans indemnité, à moins que le détenteur ait acquis ses titres en Bourse par le ministère d'un agent de change, dans une vente publique, ou, sauf controverse, d'un changeur considéré comme marchand vendant des choses pareilles.

Si le tiers détenteur apprend que ses titres sont frappés d'opposition, il peut, sans attendre l'éviction qui le menace, et sans avoir besoin d'assigner l'opposant en mainlevée de l'opposition, recourir immédiatement en garantie contre son vendeur qui peut être un banquier, cela alors même que l'éviction ne pourrait avoir lieu qu'à charge d'indemnité. A plus forte raison, si l'éviction est consommée, le détenteur évincé a-t-il un recours en garantie contre son vendeur, spécialement contre son banquier vendeur; s'il n'a été évincé que moyennant indemnité, il ne pourra bien entendu réclamer qu'une somme représentant l'augmentation de

valeur que les titres avaient pu recevoir au moment de l'éviction.

Si le tiers détenteur est en faute, s'il a traité en connaissance de cause avec l'auteur de la dépossession ou un possesseur de mauvaise foi, s'il s'est prêté à la mise en circulation des valeurs perdues ou volées, il peut être atteint par l'action personnelle en restitution. Lorsque sa responsabilité est reconnue, il doit être condamné à restituer, à défaut des titres eux-mêmes, leur valeur intégrale. Or le tiers détenteur en faute peut être un banquier. Dans quelle mesure sa responsabilité devra-t-elle être déclarée ? C'est ce que nous examinerons au cours de cette étude.

2° Le tiers détenteur a-t-il acquis les titres depuis la publication de l'opposition ? La loi de 1872 dans son article 12 décide que toute négociation ou transmission postérieure au jour où le bulletin est parvenu ou aurait pu parvenir, par la voie de la poste, dans le lieu où elle a été faite, sera sans effet vis à vis de l'opposant, sauf le recours du tiers porteur contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation aura eu lieu. Le même texte ajoute que le tiers porteur pourra également contester l'opposition faite irrégulièrement ou sans droit. La négociation ou la transmission est donc nulle au regard de l'opposant. Le titre est mis en interdit et devient intransmissible. Mais l'article 12 ne nomme que l'agent de change. Faut-il considérer que le titre frappé d'opposition est également immobilisé entre les mains des banquiers ? Peut-on

imputer, du moins, à faute à ces derniers de n'avoir pas consulté le Bulletin des oppositions ?

Le tiers détenteur évincé par le propriétaire aura-t-il, et dans quelles conditions, un recours contre le banquier par l'intermédiaire duquel la négociation a eu lieu ? Cette question s'offrira aussi à notre examen.

3^o Enfin, les titres ont-ils été achetés depuis l'insertion au Bulletin, mais d'un tiers qui les avait acquis avant ? Dans ce cas l'acquéreur pourra écarter l'action en revendication du propriétaire en invoquant le droit de son auteur, si celui-ci avait acheté dans des conditions lui permettant d'écarter complètement la revendication ou de la paralyser par l'obligation d'une indemnité préalable. Cette solution qui découle du droit commun et qu'il suffit d'indiquer, s'appliquerait au banquier acquéreur comme à tout autre.

La situation juridique des banquiers doit être envisagée, soit vis-à-vis de leur client acheteur, soit vis-à-vis du propriétaire dépossédé.

Dans leurs rapports avec leur client acheteur, les banquiers apparaissent immédiatement comme tenus à la garantie en qualité de vendeurs, s'ils ont acheté des titres pour leur propre compte et pour les revendre ensuite. L'acquéreur évincé (1) ou simplement menacé d'éviction, ainsi que nous

(1) Le porteur évincé peut agir contre le banquier par action séparée. Mais ordinairement, il le mettra en cause par la garantie incidente, de même qu'il aura mis en cause l'établissement émetteur afin de faire déclarer commun vis-à-vis de celui-ci le jugement de mainlevée qu'il sollicite.

l'avons dit, pourra agir contre eux. Si les banquiers ont agi comme intermédiaires du client acheteur, ils sont mandataires, et leur responsabilité doit être appréciée d'après les règles ordinaires du mandat ; ils ne peuvent donc être actionnés personnellement par le client acheteur que s'ils ont commis quelque faute.

Dans leurs rapports avec le propriétaire dépossédé, les banquiers peuvent être atteints par l'action en revendication si les titres sont encore entre leurs mains ou s'ils ont cessé de les posséder par dol ; dans le cas contraire, ils sont exposés à l'action personnelle en restitution des titres ou de leur valeur, mais seulement s'ils ont commis une faute. Pour apprécier cette faute, il conviendra de se placer à deux moments : après et avant l'insertion de l'opposition au Bulletin officiel.

Les considérations précédentes suffisent à poser le problème de la responsabilité des banquiers en notre matière et à faire apercevoir les diverses questions qu'il comporte.

CHAPITRE DEUXIÈME

Fondement et étendue de la responsabilité du banquier

La situation du banquier se distingue nettement de celle de l'agent de change.

Avant la loi du 15 juin 1872, l'agent de change n'encourait, en principe, aucune responsabilité envers le propriétaire, dépossédé, lorsqu'il avait prêté son ministère à la négociation de titres au porteur perdus ou volés (1). Cependant, s'il n'était pas tenu de s'assurer de l'individualité de celui qui le chargeait de négocier des titres au porteur, sa responsabilité pouvait être engagée lorsqu'il avait agi avec imprudence, soit que des circonstances particulières eussent dû éveiller ses soupçons, soit même, bien qu'il y eût controverse à cet égard, qu'il eut négligé de prendre connaissance des oppositions formées au syndicat (2).

(1) Cassat. civ. 21 novembre 1848. D. 48. 1. 239 et 240.
Bordeaux 14 août 1851. D. 54. 5. 21.
Paris 2 août 1856. D. 57. 2. 36.
Paris 8 avril 1859. D. 59. 2. 98.

(2) Cassat. civ. 21 novembre 1848. D. 48. 1. 240.
Cass. Req. 10 juillet 1860. D. 60. 1. 463.

La loi de 1872 modifiée en 1902 a changé cet état de choses. Désormais la responsabilité de l'agent de change peut être engagée lorsqu'il a vendu des titres frappés d'opposition par le propriétaire dépossédé ; l'acheteur client de son confrère, dont l'achat est annulé à l'égard de l'opposant, a une action en responsabilité contre l'agent de change vendeur (loi de 1872, art. 12). Toutefois, à moins que sa mauvaise foi ne soit démontrée, cet agent de change n'est responsable que si l'opposition lui a été personnellement signifiée ou si elle a été publiée au Bulletin des oppositions. D'ailleurs, l'agent de change n'est tenu de vérifier le Bulletin des oppositions qu'au moment où il inscrit sur ses livres les numéros des titres à lui remis par son client vendeur ; il n'est pas responsable des oppositions qui surviennent ensuite (loi de 1872 art. 13 § 3).

A ce moment, la négociation est réputée accomplie. La responsabilité de l'agent de change n'est donc encourue que dans les circonstances suivantes :

- 1° Si le numéro du titre figurait déjà au Bulletin au moment de la négociation à laquelle il a prêté son ministère, en prenant le mot négociation au sens indiqué plus haut ;
- 2° Si l'opposition lui avait été signifiée à lui-même ;
- 3° En cas de mauvaise foi.

Ces règles restrictives de responsabilité, édictées pour les agents de change, ne concernent pas les autres catégories d'intermédiaires, et, notamment, les banquiers.

Les établissements de banque ne sont astreints, par

aucune disposition de loi ou de règlement à des obligations spéciales relativement aux achats ou aux ventes de titres au porteur qu'ils réalisent comme intermédiaires pour le compte d'autrui. Ils sont responsables du préjudice que ces opérations peuvent causer à des tiers dans les termes du droit commun, c'est-à-dire s'ils commettent une faute rentrant dans les prévisions de l'article 1382 C. civ. Ce principe s'applique également aux changeurs.

Au sens technique du mot, le changeur est celui qui se livre au change des monnaies (1). Mais, dans les usages modernes, les changeurs ne se renferment plus dans les limites étroites de ces fonctions. Ils font, en outre, comme les banquiers, l'escompte et la négociation des lettres de change et de toutes autres valeurs de commerce. Ils font même le commerce de toutes sortes de valeurs mobilières, sous la seule réserve du monopole des agents de change.

La question de responsabilité se présente dans les mêmes termes pour les changeurs et pour les banquiers. Des obligations professionnelles étaient imposées aux changeurs par le chapitre 9 du titre 3 du décret des 19-27 mai 1791 : tenue d'un double registre, obligation d'acheter seulement de personnes connues ou ayant des répondant connus. L'usage

(1) La profession de changeur, érigée en office sous l'ancien régime est devenue libre comme les autres industries. Les dispositions de l'article 11 du titre 2 du décret des 19-27 mai 1791, relatif à l'organisation des monnaies, qui subordonnaient l'ouverture des bureaux de change aux besoins des villes, à l'approbation des directoires des départements (actuellement les préfets) et à la délivrance de brevets, ne sont plus en vigueur : voir trib. civ. Seine 6 janvier 1874. Le Droit 12 mars 1874.

n'a maintenu que l'obligation de porter sur un double registre les articles de leur recette et les noms des propriétaires des espèces et matières échangées, et celle de n'acheter des matières d'or et d'argent que de personnes connues d'eux ou ayant des répondants connus. (1) Ces obligations professionnelles ne leur sont imposées que dans le commerce des matières d'or et d'argent. La jurisprudence avait d'abord décidé qu'ils y étaient soumis dans les diverses transactions auxquelles ils se livrent, et notamment dans le commerce des titres au porteur. (2) Mais plus tard, elle a écarté l'extension de ces dispositions. (3)

Sous réserve de l'application des dispositions concernant les opérations sur les matières d'or et d'argent, la responsabilité du changeur est donc régie par les règles du droit commun.

Les observations précédentes nous permettent de caractériser d'une manière générale la situation comparée de l'agent de change et du banquier.

L'agent de change voit sa responsabilité spécialement réglementée par la loi de 1872 ; si l'on met à part le cas de

(1) Paris 19 février 1875. D. 75. 2. 158.

Douai 25 décembre 1875. D. 76. 2. 153.

(2) Paris 25 août 1855. D. 56. 2. 394.

Cass. civ. 17 novembre 1856, D. 56. 1. 393.

(3) Cass. civ. 5 juin 1872. D. 72. 1. 161.

Paris 21 août 1880. D. 82. 2. 180.

Aix 1^{er} décembre 1887. Gaz. Pal. 88. 1. 807.

mauvaise foi et celui où une opposition lui aurait été individuellement signifiée, il n'est responsable que s'il est intervenu dans la négociation après la publicité du Bulletin ; la condition de l'agent de change n'est pas complètement définie lorsqu'on a dit que sa responsabilité se trouve ainsi restreinte ; il faut ajouter que le fait de s'être prêté à une négociation, postérieurement à l'insertion d'une opposition au Bulletin, constitue à sa charge une faute inexcusable. Mais cette responsabilité de plein droit créée par la loi de 1872 à la charge de l'agent de change, a pour contrepois l'affranchissement de tout recours lorsque les titres qu'il a négociés n'étaient pas portés au Bulletin des oppositions.

Au contraire, la responsabilité du banquier (et du changeur) est déterminée uniquement, et en toute hypothèse, par le droit commun.

Tel est le principe dont nous allons montrer l'étendue d'application dans les rapports du banquier : 1° avec son client acheteur, 2° avec le propriétaire dépossédé. Au surplus, nous serons amenés à mettre en plus vive lumière le fondement même de la responsabilité du banquier lorsque nous préciserons les effets produits à son égard par la publicité du Bulletin des oppositions.

SECTION I

Responsabilité envers le client acheteur

Dans leurs rapports avec leurs clients acheteurs, les banquiers sont tenus à la garantie comme vendeurs. L'acheteur évincé ou menacé d'éviction aura donc un recours.

Mais il faut se demander dans quel cas le banquier vendeur aura commis une faute assez grave pour engager sa responsabilité. Il est certain que le banquier n'est pas à priori responsable pour avoir omis d'exiger la justification de la propriété du détenteur du titre.

Pour que ce fait put être taxé de faute, il faudrait que l'omission constituât l'inaccomplissement d'un devoir légal qui serait imposé au banquier. Or, il n'existe aucune disposition de loi qui oblige l'acheteur à exiger de son vendeur — à moins qu'il n'eût des raisons spéciales de suspecter le caractère de sa possession — une autre preuve de propriété que sa possession elle-même. Pareille exigence serait contraire à la nature même des titres au porteur, et tendrait, au rebours du but pour lequel ils ont été créés, à en rendre la négociation difficile. (1)

Cette solution a été consacrée par une jurisprudence

(1) Note sous Cass. 25 mars 1891. S. 91. 1. 469.

constante. (1) Qui dit titre au porteur désigne un titre qui se transmet de la main à la main, sans autre formalité, et dont la possession implique (hors des cas strictement exceptés par la loi, de perte ou de vol prévus par l'article 2279 § 2) présomption de la propriété du détenteur.

De même les banquiers ne sont pas tenus en principe de vérifier l'identité et le domicile du vendeur, car aucune loi ne leur impose cette obligation. Ils ne sont responsables que si les circonstances dans lesquelles se présente l'offre de vente sont de nature à éveiller leurs soupçons. (2) Ainsi la Cour de Paris a considéré comme une circonstance propre à engager la responsabilité d'un changeur le fait d'avoir acheté des titres au porteur d'une valeur importante, à une femme ayant l'apparence d'une domestique, et de n'avoir fait aucune diligence pour vérifier l'identité et le domicile de cette personne. (3) Ainsi encore, le fait d'acheter au dessous du cours sans procéder aux vérifications d'identité,

(1) Cass, 5 juin 1872. S. 1872: 1. 157.
Rouen 12 mars 1873. S. 1873. 2. 80.
Paris 21 août 1880, S. 81. 2. 157.
Cass. 5 février 1878. S. 78, 1. 149.

(2) Cass. civ. 5 juin 1872 précité.
Rouen 12 mars 1873 »
Paris 21 août 1880 »
Aix 1^{er} décembre 1887. Gaz. Pal. 88.1. 807.
Req. 19 novembre 1890. D. 91. 1. 392.
Ces arrêts visaient spécialement des changeurs.

(3) Paris 6 juin 1864. D. 65, 2. 54.
Paris 18 décembre 1874. D. 75. 2. 158.

a été retenu comme constitutif d'une faute. (1) A moins qu'il n'existe certains indices variables avec les circonstances de la cause qui puissent éveiller leurs soupçons, les banquiers ne sont donc pas tenus d'exiger la justification de l'identité de leurs vendeurs. Cela n'empêche pas que les banquiers soient tenus envers leurs propres acheteurs de l'obligation de garantie ; il n'y a aucune raison de les soustraire au droit commun de la vente.

Quelle est la nature de l'action en garantie intentée par l'acheteur ? Est-ce une action en garantie pour vices cachés, ou pour cause d'éviction ?

La plupart des tribunaux considèrent que l'opposition, frappant les titres d'un véritable interdit, les empêchant de circuler, les rendant impropres à l'usage auquel ils sont destinés, constitue un vice caché de la chose et donne droit aux recours autorisés par l'article 1641 et suivants. (2) D'après ce système, l'acheteur peut assigner son vendeur en livraison de nouveaux titres exempts de vices, avec les coupons

-
- (1) Aix 9 juin 1869. Journ. jurispr. Marseille 70 1. 168.
Trib. commerce Seine 4 septembre 1872. D. 73. 3. 87.
Paris 5 mai 1876. S. 77. 2 171.
Bordeaux 16 mars 1881, Journ. des arrêts Bordeaux 1881 page 65.
Trib. Seine 7 mars 89. Droit financier 89 page 276.
- (2) Lyon 29 juin 1894. S. 96. 2. 121.
Paris 13 déc. 1894. S. 96. 2. 121.
Trib. comm. Seine 29 mai 1879. Gaz. des Trib. 8 juin.
Seine 20 janv. 1881 Journ. Val. mob. 1882 p 184.
Trib. Comm. Seine 11 juin 1904. G. P. 1904. 2. 145.
V. également ; Levé, code de la vente commerciale n° 336.
Guillaouard, traité de la vente t. 1^{er} n. 429.

que l'établissement débiteur a refusé de lui payer, ou leur valeur. Il peut même y avoir lieu si le vendeur avait connaissance de l'opposition, à des dommages-intérêts. L'acheteur a aussi le droit de demander la résiliation de la vente ainsi atteinte d'un vice radical ; cette résiliation se produira avec toutes les conséquences de droit en matière rédhibitoire ; il faut même observer que si les titres ont diminué de valeur depuis la vente, ce parti lui sera plus avantageux.

La Cour de Cassation s'est toujours montrée hostile à cette interprétation et a toujours jugé que ce recours était fondé sur l'éviction dont souffrait le tiers acquéreur (1). Et en effet, l'opposition est, comme l'assignation en justice, dirigée par le propriétaire d'un meuble ordinaire ou d'un immeuble, le préliminaire indispensable de l'action en revendication. Elle est destinée à donner au propriétaire dépossédé le moyen de “ se faire restituer contre sa perte ” (1872 art. 1), d'empêcher les paiements au porteur du titre “ jusqu'à ce que la justice ait prononcé entre l'opposant et le tiers porteur ” (art. 10), de “ prévenir la négociation ou transmission des titres ” (art. 11 et 12). Elle constitue donc un trouble, une menace de dépossession, donnant ouverture au recours en garantie pour cause d'éviction. L'acquéreur ayant connaissance de l'opposition, a comme tout

(1) Cass. 8 décembre 1873. S. 74. 1. 104.

Cass. 3 juin 1878. S. 80. 1. 49.

Cass. 5 avril 1881. S. 83. 1. 367.

V. en faveur du système adopté par la Cour de Cassation la note de M. Wahl. Sirey 96. 2. 121.

acheteur assigné par un tiers qui se prétend propriétaire, le choix entre deux partis : 1^o il peut, aussitôt qu'il est entravé dans ses droits de propriétaire (l'empêchant momentanément de vendre le titre, d'en toucher les coupons), exercer un recours contre son vendeur, l'obligeant à faire disparaître l'opposition ; le vendeur doit prendre fait et cause pour lui, le remplacer dans l'action intentée par l'opposant, ou si l'opposition n'est pas suivie d'une action de ce genre, faire le nécessaire pour obtenir la mainlevée de l'opposition ; la vente ne sera donc pas nécessairement résolue : 2^o il peut s'il le préfère, se défendre seul, sauf, s'il est évincé, à exercer contre son vendeur l'action en garantie pour cause d'éviction avec tous les effets de droit commun.

Le système de la Cour de Cassation est plus logique que celui des tribunaux, l'opposition se présente bien, nous l'avons montré, comme une éviction. Ce n'est pas un vice, une altération matérielle du titre, et d'autre part, comment peut-on dire qu'il y a vice caché, alors que l'opposition est publiée et que chacun peut en prendre connaissance ? La Cour de Cassation évite les conséquences fâcheuses du système de la garantie pour vices cachés : elle met le vendeur à l'abri d'une résolution provoquée par un acheteur mécontent de son acquisition, et disposé peut-être à profiter d'une baisse survenue dans le cours des titres, s'il est dès à présent certain que l'opposition n'aura aucune suite, ou si même ce résultat est possible. Elle évite enfin la contradiction du système adopté par les tribunaux, qui applique l'action en garantie pour vices cachés si l'opposition est antérieure à la

vente et l'action en garantie pour cause d'éviction, si l'opposition est postérieure à la vente. La Cour de Cassation applique l'action en garantie pour cause d'éviction dans l'un et l'autre cas.

L'application des règles de la garantie suppose, bien entendu, que les banquiers aient acheté des titres pour leur propre compte et pour les revendre ensuite à leurs clients. Si les banquiers n'avaient agi que comme intermédiaires de transmission, c'est-à-dire comme mandataires du client acheteur, ils ne pourraient être actionnés personnellement par celui-ci que s'ils avaient commis quelque faute. Dans le cas contraire, l'acheteur n'aurait qu'une action directe contre ceux dont son mandataire tient les titres (articles 1998 et 1999 C. civ.) (1).

(1) Si le banquier agissant comme intermédiaire tient directement les titres d'un de ses clients (comme cela arrive lorsqu'il fait un marché d'application) ou d'un coulissier, personne ne conteste à l'acheteur le droit d'agir directement contre le vendeur : l'obligation du secret imposée aux agents de change ne s'applique pas aux banquiers ni aux coulissiers (trib. comm. Seine 16 avril 1896. Le Droit 8 mai 1896).

Si, par contre, il tient les titres d'un agent de change, celui-ci pourra-t-il livrer ou faire livrer par son confrère vendeur, le nom du donneur d'ordre vendeur ? L'article 40 du décret du 7 octobre 1890 reproduisant textuellement l'article 19 de l'arrêté du 27 prairial an X porte ; « Les agents de change doivent garder le secret le plus inviolable aux personnes qui les chargent de négociations, à moins que les parties ne consentent à être nommées ou que la nature de l'opération ne l'exige... ». Le recours en garantie exercé par l'acheteur, exige-t-il que le client vendeur soit nommé par son agent de change ? C'est ce qu'a admis la Jurisprudence, se fondant sur ce que la nature de l'opération exige la divulgation du nom du vendeur et qu'il ne saurait y avoir de recours qu'entre parties contractantes (Lyon 29 juin 1894 et Paris 13 déc. 1894 S. 96. 2. 121. — Cassat. 22 février 1897. D. 98. 1. 113). Dans cette seconde hypothèse, l'acheteur pourra donc, comme dans la première, exercer directement son recours en garantie contre le vendeur.

Enfin, il convient de remarquer que les banquiers soumis à la garantie envers leur client acheteur, ont également leur recours contre la personne dont ils tiennent les titres. Et des recours successifs peuvent ainsi s'exercer jusqu'à ce qu'on atteigne celui qui, le premier, a mis les titres en circulation. Ce n'est là encore que la simple application du droit commun.

SECTION II

Responsabilité envers le propriétaire dépossédé

La situation du banquier vis-à-vis du propriétaire dépossédé est différente suivant que le premier a encore ou n'a plus, dans les coffres de son établissement, les titres perdus ou volés.

Dans le premier cas, nous allons voir jouer l'action réelle en revendication ; et, dans le second, une action personnelle fondée sur la faute du banquier. La seconde hypothèse nous retiendra plus longtemps, car elle pose la question de savoir quels sont, à l'égard du banquier, les effets de l'opposition pratiquée en conformité de la loi de 1872.

PARAGRAPHE I

Le Banquier détient les titres en nature

Si les titres se retrouvent en nature entre les mains des banquiers, le propriétaire dépossédé pourra les revendiquer de la même manière et dans les mêmes cas qu'à l'égard d'un simple particulier.

Toutefois, il y a lieu de se demander si les changeurs peuvent invoquer contre le propriétaire revendiquant une faveur légale.

En principe, les titres perdus ou volés peuvent être revendiqués pendant trois ans, et sans indemnité. Mais, par exception, l'article 2280 ne permet la revendication pour les meubles corporels qu'à charge d'indemniser le tiers acquéreur de tout ce qu'il a payé dans les trois hypothèses suivantes : 1^o si les meubles ont été achetés dans une foire ou dans un marché ; 2^o s'ils l'ont été dans une vente publique ; 3^o s'ils l'ont été enfin d'un marchand vendant des choses pareilles. On considère que la bonne foi du tiers acquéreur a été alors si grande qu'il serait inique de l'évincer sans indemnité. Ces trois exceptions sont applicables en cas de perte ou vol de titres au porteur.

Dès lors, la question se pose de savoir si le changeur contre qui la revendication est exercée, ou le tiers qui a acquis les titres *par son intermédiaire* peuvent se prévaloir

de l'article 2280 pour exiger le remboursement du prix qu'ils ont payé.

On semble d'accord pour refuser au changeur le texte précité, car sa boutique n'est pas une foire ou un marché. Ces derniers mots évoquent l'idée d'une réunion ouverte à tout le monde sans exception, ayant lieu périodiquement à des jours et des heures déterminées, sous le contrôle de l'autorité qui, fréquemment même, fait procéder à la constatation officielle des cours. Au contraire, le magasin d'un changeur, comme celui de tout autre commerçant, est un domicile privé ouvert seulement à ceux qui ont l'intention d'y faire un achat ou une vente, et aucune des opérations du changeur, du moins en ce qui concerne les titres au porteur, n'est contrôlée ni même constatée par l'autorité. Il découle de là que, si les titres se trouvent encore dans la maison du changeur, le propriétaire peut les y reprendre sans indemnité, comme chez tout autre particulier (1).

De la même idée il résulte encore que les tiers qui ont acheté de bonne foi leurs titres chez un changeur ne peuvent

(1) Paris 10 novembre 1858. D. 59. 2. 8.

Paris 6 juin 1864. D. 65. 2. 53.

Paris 21 avril 1874. S. 74. 2. 148.

Cass. Req. 21 novembre 1877. D. 78. 4. 424.

Paris 10 mars 1886. Droit financier 1890 p. 276.

Paris 14 avril 1890. D. 91. 2. 22.

Buchère : traité des valeurs mobilières n° 1103.

Ruben de Couder ; Dictionnaire de droit commercial V. changeur

n° 26.

Lyon-Caen et Renault tome 4 n° 999.

réclamer, du chef dont il s'agit, une indemnité du propriétaire qui les évince.

Mais il reste à savoir si ces tiers acquéreurs ne peuvent pas se prévaloir de l'article 2280 à un autre titre. Peut-on en effet considérer qu'ils ont acheté *d'un marchand vendant des choses pareilles*? Ce point demeure controversé (1). Il nous semble qu'il convient de le trancher par l'affirmative.

Pratiquement, il est incontestable que les changeurs sont des marchands, et que, de plus, ils se livrent, sur une vaste échelle, au commerce des titres au porteur; ils vendent donc des choses pareilles et rentrent dans les termes de l'article 2280.

En faisant le commerce des titres au porteur, les changeurs ne portent d'ailleurs pas atteinte au monopole des agents de change. Une distinction s'impose à cet égard. Les changeurs ne peuvent, sans commettre le délit d'immixtion dans les fonctions d'agent de change, procéder comme *intermédiaires* dans la vente des valeurs cotées, mais il leur est permis, non seulement de négocier toutes les valeurs qui ne sont pas inscrites à la cote, mais encore d'acheter ou de vendre, pour leur propre compte, des valeurs cotées (2).

(1) En faveur de l'affirmative; Paris 5 mai 1876. S. 1877. 2. 71.— Paris 8 avril 1878, Le Droit 23 mai.— Aubry et Rau; Cours de droit civil français, tome 2 n. 181, note 14. — Lyon-Caen et Renault tome 4 n. 999. — Buchère n. 1104.

En faveur de la négative; Paris 9 novembre 1864, D. 65. 2. 53. — Paris 26 juillet 1895. S. 1897. 2. 305 et la note de M. Wahl. — Baudry-Lacantinerie et Tissier; De la prescription n. 905.— Ortlieb: Des effets de la possession des meubles, p. 85.

(2) Notamment trib. civ. Seine 9 mars 1886, le Droit 9 mai 1886.

D'ailleurs par le fait même qu'un grand nombre de valeurs sont chaque jour achetées chez les changeurs, l'erreur du tiers détenteur qui, sur la foi de cet usage, a traité avec le changeur, est aussi invincible que s'il avait acheté ses titres en Bourse.

L'obligation de rembourser le tiers détenteur ne supprimera pas l'intérêt pratique de la revendication. Car le propriétaire aura toujours son recours contre le changeur pour tout ce qu'il aura été obligé de payer; or l'insolvabilité du changeur sera très rare. Au surplus, s'il était nécessaire de choisir entre les deux intérêts en présence, il serait juste d'affirmer que le propriétaire dépossédé est ordinairement plus en faute que le tiers acquéreur. Le premier eut pu éviter la perte ou le vol en laissant ses titres dans des mains sûres ou dans des caisses de dépôts, au lieu que l'erreur de celui qui, sur la foi d'un usage constant, a acheté des titres chez un changeur est, nous le répétons, aussi invincible que s'il les avait achetés en bourse.

La situation serait différente si le tiers détenteur avait acheté ses titres chez un banquier. Supposons que celui-ci ait été chargé par deux clients différents de faire vendre et acheter un certain nombre de titres et qu'il ait transmis à l'un les titres de l'autre sans recourir à un agent de change. L'usage de la vente des titres au porteur chez les banquiers n'est pas assez répandu pour qu'on puisse considérer ces derniers comme des marchands vendant des choses pareilles. En outre, si l'acquéreur a pu croire que ses ordres d'achat ont été exécutés en bourse, il est en faute de n'en avoir pas

exigé la preuve ; d'ailleurs, il aura son recours contre le banquier.

Ces divers points étant précisés, supposons que le propriétaire dépossédé ait été obligé, pour triompher dans sa revendication, de rembourser au détenteur, en vertu de l'article 2280, le prix de son acquisition. Aura-t-il contre les détenteurs antérieurs (même en l'absence de toute faute de leur part) une action en répétition des sommes qu'il aura dû restituer au dernier détenteur du titre ? Serait-il possible de tirer ici parti d'un rapprochement entre l'article 1251 alinéa 3 et l'article 2279 al. 2 c. civ. ? Peut-on dire qu'en désintéressant le possesseur évincé, en lui remboursant le prix d'acquisition que ce possesseur aurait pu réclamer à son cédant, le propriétaire a payé une dette dont il était tenu avec le cédant, et que, par suite, il est légalement subrogé au recours du possesseur et a droit, en cette qualité, de répéter contre les détenteurs antérieurs le prix d'acquisition par lui payé ?

A cette question, nous répondrons avec l'annotateur de l'arrêt de la Cour de Lyon du 7 novembre 1885 (1) : « la subrogation ayant pour seul effet de mettre le subrogé aux droits du subrogeant, il ne peut y avoir lieu à aucune subrogation si le subrogeant n'a aucun droit à transmettre au subrogé. Or, si le possesseur de meubles, dépossédé par l'action en revendication du propriétaire, a un recours

(1) Lyon, 7 novembre 1885. S. 1888. 2. 228.

cf Cassation 11 juin 1877. S. 1878. 1. 445.

contre les détenteurs intermédiaires aux termes de l'article 2279 al. 2 c. civ., c'est seulement dans l'hypothèse visée dans cet article où il est dépossédé sans indemnité ; mais si l'on se trouve dans l'hypothèse visée par l'article 2280 et que la revendication ne puisse réussir contre le détenteur qu'à charge de lui rembourser le prix de son acquisition, le détenteur étant ainsi indemnisé, ne peut avoir de recours contre les détenteurs antérieurs ; et par suite, le propriétaire revendiquant ne peut mettre en mouvement, par voie de subrogation aux droits du détenteur dépossédé, une action que celui-ci n'est pas en droit d'exercer. Cela suffit pour écarter l'argument tiré de l'application de l'article 1251 al. 3, c. civ. »

PARAGRAPHE II

Le Banquier ne détient plus les titres en nature

Si les banquiers ou changeurs ne possèdent plus les titres en nature, l'action réelle en revendication ne peut plus être exercée contre eux. Mais ils pourront être soumis à l'action personnelle en restitution des titres ou de leur valeur dans le cas où ils auront commis quelque faute.

D'une façon générale, cette faute pourra exister dans deux cas :

1° S'ils ont acheté ou mis en circulation des titres après leur insertion au Bulletin des oppositions ;

2° Si, ayant participé à la négociation des titres avant l'insertion au Bulletin, ils n'ont pas pris les mesures de précaution suffisantes.

Telles sont les deux séries d'hypothèses que nous allons examiner.

Nous ne parlerons pas du cas de mauvaise foi des banquiers et de l'action pénale qui peut alors être exercée contre eux comme complices de la dépossession frauduleuse dont le propriétaire a été la victime.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE

Faute résultant de négociation des titres après leur insertion au Bulletin des oppositions.

Il est hors de doute qu'un banquier commet une faute s'il intervient dans la négociation d'un titre frappé d'opposition ; il ne nous paraît pas douteux non plus que le banquier engage sa responsabilité s'il néglige de consulter le Bulletin et de rechercher si le numéro du titre qu'il est chargé de négocier y figure. En pareille hypothèse, il tombe sous le coup de l'article 1382 du Code civil.

Mais la jurisprudence, au lieu d'appliquer ici simplement le droit commun, est arrivée à poser cette règle que l'opposition inscrite au Bulletin produit, en vertu de la loi de 1872, une immobilisation complète des titres entre les mains de tous les tiers détenteurs, et, particulièrement des banquiers.

Comment cette jurisprudence s'est-elle formée et que convient-il d'en penser ? La responsabilité du banquier ne doit-elle pas, sur ce point comme sur les autres, se déterminer, en dehors de la législation de 1872, par la seule application des principes du droit commun ? Telles sont les questions qu'il nous faut examiner.

L'article 12 de la loi du 15 juin 1872 est ainsi conçu :

“Toute négociation ou transmission postérieure au jour où le Bulletin est parvenu ou aurait pu parvenir par la voie

de la poste dans le lieu où elle a été faite, sera sans effet vis-à-vis de l'opposant, sauf le recours du tiers porteur contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation aura eu lieu..."

Ce texte a-t-il pour effet d'immobiliser les titres perdus ou volés entre les mains non seulement des agents de change, mais encore de tous tiers, tel qu'un établissement de crédit, pouvant avoir à opérer la transmission d'un titre au porteur ?

La loi du 8 février 1902, modifiant la loi du 15 juin 1872, n'a pas supprimé cette question, puisqu'elle a laissé intact l'article 12.

Avant d'examiner la situation du banquier, détenteur d'un titre frappé d'opposition, à l'égard du propriétaire dépossédé, il y a lieu d'examiner brièvement la situation des agents de change à l'égard de ce même propriétaire. Les agents de change qui reçoivent d'un donneur d'ordre un titre frappé d'opposition sont-ils obligés de retenir ce titre et doivent-ils refuser de le restituer à leur mandant sous peine d'engager leur responsabilité ?

Les lois de 1872 et de 1902 demeurent muettes à cet égard. L'article 10 de la loi de 1872, que la loi de 1902 n'a nullement modifié, n'impose l'obligation de retenir les titres frappés d'opposition qu'à l'établissement débiteur auquel ils sont présentés. Convient-il d'étendre cette obligation à l'agent de change, simple mandataire de son client, et qui n'a reçu ce titre qu'en cette qualité, en vertu d'un contrat qui l'oblige à le restituer à son mandant ou à lui en verser la valeur ?

La Cour de Cassation s'est prononcée en faveur de l'affirmative en 1884. « Si, disait le Conseiller rapporteur, M. Lepelletier (1), l'agent de change est obligé de remettre le titre frappé d'opposition à celui qui le lui a livré, quelle utilité le propriétaire retirera-t-il de son opposition ? » Aussi, la Chambre des Requêtes, dans son arrêt du 13 février 1884, a-t-elle décidé que l'agent de change, détenteur de titres au porteur frappés d'opposition dans les formes de la loi de 1872, non seulement n'est pas tenu de les restituer à celui qui les lui a remis, tant qu'il n'a pas été statué sur le mérite de l'opposition, mais que, de plus, il ne saurait s'en dessaisir en dehors de l'opposant, sans exposer sa responsabilité envers ce dernier (2).

Cette théorie de la Cour de Cassation n'avait pas été acceptée par tous.

Comment serait-il possible d'admettre, objectaient certains auteurs (3), que l'esprit et le but de la loi fussent, en dehors d'un texte précis, pour imposer aux agents de change une obligation contraire aux principes qui les régissent et qui ne sont autres que ceux applicables à tout mandataire vis-à-vis de son mandant ? Il faut avouer que ces objections

(1) Voir le rapport du conseiller Lepelletier D. 1884. 1. 270.

Et dans le même sens, la dissertation de M. Valéry D. 1895. 2. 83. 2^e colonne.

(2) Cass. Req. 13 février 1884. S. 1886. 1. 419 et D. 1884. 1. 269.

(3) Buchère : traité théorique et pratique des opérations de Bourse n° 915.

Wahl : traité des titres au porteur t. 2 n° 1058.

Deloison : traité des valeurs mobilières p. 690 et s.

ne manquaient pas de force. Quoi qu'il en soit, la pratique a dû s'incliner devant la décision de 1884. Aussi bien, même après celle-ci, la question subsistait-elle en partie et sous son aspect le plus intéressant pour notre sujet. L'immobilisation admise par la Cour de Cassation de tout titre frappé d'opposition entre les mains des agents de change par suite de la publication de l'opposition au Bulletin officiel, se produit-elle également entre les mains de tous les tiers détenteurs ?

La jurisprudence et la doctrine se prononcèrent d'abord pour la négative.

« Même en admettant avec la Cour de Cassation, disait M. Deloison (1), que l'opposition revêt le caractère d'une signification personnelle pour les agents de change de Paris, il ne s'ensuit pas qu'il en soit de même pour tous les autres intermédiaires, agents de change dans les départements, banquiers et coulissiers. Si l'esprit de la loi voulait que les intermédiaires détinssent les titres, il faudrait aussi que ces intermédiaires en donnassent avis aux propriétaires déposés par une lettre adressée à la chambre syndicale. Il y aurait là des complications que ni la loi ni le décret réglementaire n'ont prévues... Ce serait abuser étrangement du droit d'interprétation que de prétendre que la publication équivaut pour tout intermédiaire, à la signification d'une opposition. C'est en effet, dans l'article 10 seulement, après

(1) *Traité des valeurs mobilières*, p. 691.

avoir parlé de l'opposition à négociation, que le législateur impose à l'établissement débiteur l'obligation de retenir le titre frappé d'opposition, et il n'est pas vraisemblable que, dans ces conditions, il ait pu oublier de l'étendre aux intermédiaires. »

Conformément à cette opinion, le tribunal civil de la Seine, par jugement du 30 janvier 1885, et le tribunal civil de Marseille, par jugement du 14 avril 1893, avaient jugé que les tiers porteurs de titres frappés d'opposition pouvaient à bon droit restituer à leurs correspondants les valeurs suspectes qu'ils tenaient d'eux. (1).

Mais la solution contraire fut consacrée par un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 8 février 1902 (2). Il importe de reproduire dans ses parties principales le système du jugement en faveur de l'immobilisation complète des titres entre les mains de tous tiers détenteurs.

Voici l'argumentation du tribunal : « Attendu que la loi du 15 juin 1872 a eu pour but de rendre possible, pour le propriétaire dépossédé, la restitution, c'est-à-dire la reprise en nature des titres dont il a été dépossédé ; — attendu que pour qu'il y ait reprise en nature, il est de toute nécessité qu'à un moment donné mainmise puisse être faite sur les titres dont il s'agit ; — attendu que pour arriver à ce résultat, la loi a imposé aux propriétaires dépossédés certaines

(1) Trib. Seine, 30 janvier 1885. Le Droit 12 mars 1885.

Trib. Marseille 14 avril 1893. Le Droit financier 1893, page 408.

(2) Gaz. tribunaux 1902. 1. 2^e partie p. 410.

obligations qui tendent à cette mainmise sur le titre au porteur perdu ou volé ; — attendu que, tout d'abord, le législateur a voulu que la recherche de la mainmise fut faite là où reviennent nécessairement tous les titres au porteur, c'est-à-dire au siège de l'établissement débiteur qui paie les intérêts ou dividendes et qui rembourse le capital dans les prescriptions de l'article 2 de la loi susvisée ; — attendu qu'en ce qui concerne cet établissement débiteur, la loi a été formelle et explicite en décidant que la notification faite par huissier de la dépossession emporterait opposition entre les mains dudit établissement ; — attendu que, pour obtenir le résultat recherché, le législateur devait, en outre, prévoir, et en fait, a prévu, en vue de faciliter l'exercice du droit de restitution, les différentes étapes que pouvaient parcourir les titres au porteur perdus ou volés avant leur retour à l'établissement débiteur ; qu'aussi bien, s'il en avait été autrement, la loi de 1872 eût été inopérante dans la plupart des cas, du moment où toute faculté était laissée au tiers détenteur des titres perdus ou volés de s'en dessaisir au profit des possesseurs à titre précaire, si, en un mot, les dispositions des articles 10 et 12 de la loi de 1872 ne devaient avoir pour conséquence, que l'interdiction, pour les agents de change, banquiers et autres, de prêter leur concours à la négociation ou à la transmission des titres frappés d'opposition ; — attendu que si, avec juste raison, il a été décidé qu'après les publications régulières au Bulletin des agents de change prévues à l'article 11 de la loi du 15 juin 1872, ces derniers devaient se considérer comme

saisis d'une opposition régulière leur interdisant la faculté de remettre en circulation les titres saisis-arrêtés, il faut encore admettre que les tiers, et surtout les tiers banquiers, doivent considérer comme saisis-arrêtés entre leurs mains les titres frappés d'opposition, lorsqu'il ne saurait y avoir de doute sur la parfaite connaissance qu'ils ont eue de cette opposition ; — attendu que décider autrement serait mettre un obstacle presque insurmontable à la restitution cherchée et voulue par la loi, des titres perdus ou volés, puisque le détenteur à titre précaire desdits titres aurait tout intérêt, après restitution, à ne jamais représenter à l'établissement débiteur, des valeurs sur le possesseur desquelles il serait appelé à fournir des justifications, souvent difficiles et quelquefois dangereuses ; — attendu qu'en l'état, il échet de décider que la publication de l'opposition au Bulletin des oppositions immobilise les titres perdus ou volés entre les mains non seulement des agents de change, mais encore entre les mains de tous tiers pouvant avoir à opérer la transmission de titres au porteur. »

Comme on le voit, le tribunal de la Seine fondait sa solution sur l'esprit général de la législation de 1872 et sur l'intérêt manifeste d'une interprétation tendant à tirer de celle-ci son maximum d'utilité pratique. Aucun texte précis ne pouvait être invoqué dans la législation spéciale dont il s'agit, à l'appui de l'immobilisation des titres perdus ou volés entre les mains de tout les tiers appelés à en effectuer la transmission. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le droit

commun milite en faveur de cette solution, du moins dans une certaine mesure.

Aux termes de l'article 1938 du code civil, lorsque le dépositaire découvre que la chose déposée entre ses mains a été volée, il doit dénoncer au véritable propriétaire le dépôt qui lui a été fait avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Or l'article 1938 régit tout dépositaire, changeur chargé de vendre les titres égarés, ou banquier à la garde duquel on les aurait confiés (1). Seulement la responsabilité de ces personnes envers le véritable propriétaire ne saurait être engagée que s'il est démontré qu'elles ont eu connaissance de l'opposition pendant que les titres se trouvaient entre leurs mains.

C'est bien en effet sous cette dernière réserve qu'avait statué le tribunal de la Seine ; selon lui « les tiers banquiers doivent considérer comme saisis-arrêtés entre leurs mains les titres frappés d'opposition lorsqu'il ne saurait y avoir de doute sur la parfaite connaissance qu'ils ont eue de cette opposition. »

La même question se présenta de nouveau quelques années plus tard dans les circonstances suivantes.

Un banquier domicilié en province, avait remis à l'agence du Comptoir National d'Escompte des obligations à lots Panama. Plusieurs de ces titres se trouvant frappés d'opposition, le Comptoir se refusa à les restituer audit banquier.

(1) Voir Valéry : D. 1895. 2. 83.

Un procès s'engagea, et le tribunal civil de Marseille, dans un jugement du 12 décembre 1907 donna raison au banquier en décidant que la loi du 15 juin 1872 n'a créé de présomption de faute pour le cas de négociation ou de transmission d'une valeur frappée d'opposition qu'à l'égard des seuls agents de change ; que faire résulter de l'opposition une sorte d'immobilisation de cette valeur entre les mains de tous les tiers détenteurs quels qu'ils fussent et à quelque titre qu'ils eussent détenu, c'eût été étendre l'application de la loi de 1872 à des cas qu'elle a entendu laisser en dehors de ses prévisions, et qu'en ce qui concerne les intermédiaires, tels que les sociétés de crédit, ils ne sont responsables de leurs opérations que dans les termes du droit commun, au cas où ils commettraient une faute rentrant dans les prévisions de l'article 1382 du code civil.

Dans l'espèce, le tribunal de Marseille, ayant encore estimé que le banquier offrait toutes garanties de solvabilité, décida que la résistance du Comptoir National d'Escompte avait été uniquement inspirée par un sentiment de prudence exagérée. En conséquence, ce dernier fut condamné à 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens.

Sur appel, la Cour d'Aix, dans son arrêt du 2 juin 1909, confirma le premier jugement.

L'arrêt de la Cour d'Aix ayant été l'objet d'un pourvoi en cassation, la Chambre des Requêtes se prononça en faveur de l'admission, et c'est ainsi que la Chambre civile fut amenée à se prononcer sur la portée de l'article 12 de la loi de 1872

L'arrêt de la Chambre civile s'exprima ainsi :

« Attendu (1) qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi du 15 juin 1872, et du but qu'elle a voulu atteindre, que les agents de change et *tous autres intermédiaires* détenteurs de titres au porteur frappés d'opposition, ne sauraient s'en dessaisir en dehors de l'opposant, sans exposer leur responsabilité envers ce dernier ; qu'en effet, l'opposition formée en vertu de la loi de 1872, par le seul fait de son inscription au Bulletin officiel des oppositions, saisit les valeurs qui en sont frappées et les immobilise entre les mains des agents de change ; *qu'elle produit les mêmes effets entre les mains des autres intermédiaires, lorsque ceux-ci en ont connaissance* ; attendu que l'arrêt attaqué constate que Roch, banquier à Marseille, a déposé des obligations à lots de Panama à la succursale du Comptoir national d'escompte de la même ville ; que cet établissement de crédit ayant été informé, par la publicité du Bulletin, que le liquidateur de Panama s'était opposé à la négociation et à la transmission de douze obligations déposées, a retenu ces titres jusqu'au jour où le liquidateur l'a autorisé à s'en dessaisir ; attendu que, dans ces circonstances, le Comptoir National d'Escomptes qui ne pouvait se faire juge du mérite de l'opposition ni de sa régularité, n'a commis aucune faute en refusant la restitution immédiate des douze obligations de Panama ; qu'en décidant le contraire, la Cour d'Appel d'Aix a violé les textes susvisés... Casse. etc... »

(1) Cassation Civ. 26 février 1913. Sirey 1913. 1. 203.

Cette décision appelle d'importantes observations relatives d'abord à sa portée, puis à son appréciation critique.

L'arrêt de la Chambre civile de 1913 fixe et précise la doctrine résultant de l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 13 février 1884.

L'arrêt de 1884 statuant dans un litige soulevé entre, d'une part un donneur d'ordre vendeur réclamant à son agent de change un titre à lui livré, alors que cette valeur était frappée d'opposition, et, comme telle publiée au Bulletin officiel des oppositions; et d'autre part, ledit agent de change se refusant à effectuer cette restitution à raison de l'insertion au Bulletin, s'exprimait dans les termes suivants : « L'opposition saisit la valeur qui en est frappée et l'immobilise entre les mains du tiers détenteur; celui-ci ne pouvant se faire juge de l'opposition ne se dessaisirait qu'à ses risques et périls. »

Bien qu'il s'agit dans l'espèce de 1884 d'un agent de change et non d'un banquier, la décision de 1884 employait l'expression la plus générale, la plus compréhensive, comme telle, étant de nature à s'appliquer à tout détenteur, quelle que soit sa qualité professionnelle ou juridique, qu'il agisse comme intermédiaire ou comme contractant direct, comme dépositaire, comme acheteur, qu'il soit agent de change, banquier, changeur, établissement de crédit, mandataire d'un Etat étranger ou d'une société étrangère à l'effet d'assurer le service de ses titres en France, voire même simple particulier. En adoptant une formule aussi précise dans sa généralité, la Chambre des Requêtes en 1884

suivait les directions très fermes que lui avait données son rapporteur M. le Conseiller Lepelletier.

« Qu'est-ce en effet en droit commun que l'opposition, disait ce rapport, sinon la défense faite à celui entre les mains duquel se trouve la valeur frappée d'opposition de se dessaisir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le mérite de l'opposition?... N'est-ce pas, si l'on peut ainsi parler, un véritable droit de suite qui en résulte pour l'opposant sur le titre, en quelques mains que cette opposition l'atteigne? » Puis le rapporteur faisait une application particulière de ce principe à l'agent de change. Il citait en outre une note très explicite de M. Labbé : « Tout mandataire ou dépositaire ou détenteur qui reçoit une opposition de la part de celui qui se prétend propriétaire de l'objet détenu, ne doit pas se dessaisir de la chose frappée d'opposition, il doit attendre la décision de la justice ; s'il se met hors d'état de rendre à celui à qui par justice sera ordonné, il le fait à ses risques et périls. La qualité d'agent de change impose peut-être le devoir de respecter avec plus de scrupule encore l'opposition reçue, mais la décision serait la même à l'égard de tout autre détenteur, changeur ou banquier... ; il n'y a pas à mettre en balance l'intérêt du vendeur ou acheteur avec le respect du droit de propriété ».

Il ne nous paraît pas douteux que l'arrêt de 1884 avait entièrement adopté la doctrine contenue dans le rapport du conseiller Lepelletier.

Toutefois, le doute était permis, étant donné que cette

décision avait statué dans un litige entre un agent de change et son donneur d'ordre.

L'arrêt de la Chambre civile de 1913 précise d'une manière désormais indiscutable la pensée de la Cour de Cassation. Cette idée appuyée sur l'ensemble des dispositions des lois de 1872 et de 1902, c'est que non seulement les agents de change, mais tous autres intermédiaires détenteurs de titres au porteur frappés d'opposition, ne sauraient s'en dessaisir en dehors de l'opposant sans exposer leur responsabilité envers ce dernier.

Cette immobilisation s'effectue, aux termes de l'arrêt de 1913, lorsque le détenteur a eu connaissance de l'opposition. D'ailleurs le détenteur, ainsi qu'il résulte des constatations mêmes de l'arrêt attaqué, est informé de cette opposition par le seul fait de la publicité du Bulletin; de ces mêmes constatations de fait retenues par la décision attaquée, ainsi que l'énonce l'arrêt de Cassation, il résulte encore que l'immobilisation des titres frappés d'opposition atteint ceux-ci non seulement entre les mains de l'intermédiaire ayant reçu le mandat de les négocier, mais que l'obligation de retenir ces valeurs litigieuses s'étend également à leur détenteur qui en est simple dépositaire, quelle que soit la cause du dépôt à lui conféré.

Si nous nous demandons maintenant quelle est la valeur de l'arrêt de 1913, force nous est de remarquer que celui-ci n'est pas à l'abri de toute critique.

Aucun texte ne commande, ni expressément, ni impli-

citement, l'immobilisation des titres perdus ou volés entre les mains de tous tiers détenteurs. La Cour de Cassation déduit cette solution « de l'ensemble des disparitions de la loi du 13 juin 1872 et du but qu'elle a voulu atteindre ». Cette idée était déjà celle du tribunal de la Seine, dans son jugement, plus haut cité, du 8 février 1902. Mais il est douteux qu'elle soit suffisante, en l'absence de textes précis, à imposer aux intermédiaires des obligations auxquelles le droit commun ne les assujettit pas.

En réalité, il convient de considérer la question sous deux points de vue : le point de vue législatif et le point de vue de l'interprétation des textes actuels. On peut dire que la Cour de Cassation les a mêlés dans le très louable but de retirer de la législation de 1872 tout son rendement pratique.

Ce n'est pas, à la vérité, qu'on ne puisse invoquer, à l'appui de la décision de la Cour suprême des arguments fort intéressants. Les travaux préparatoires de la loi de 1872 permettent de soutenir que celle-ci ne se restreint pas aux rapports du propriétaire dépossédé avec l'agent de change, mais quelle a un objet beaucoup plus étendu. Il y a lieu de noter avec soin, à ce sujet, que le rapporteur de la loi de 1872, M. Grivart, assignait à la publication du Bulletin officiel une portée générale (1).

« L'opposition cesse d'être individuelle, disait-il ; elle

(1) Dalloz 1872. 4. 112.

devient collective, et la publicité qu'elle reçoit est si étendue qu'on peut, sans excès dans la fiction, supposer qu'elle parviendra à la connaissance de tous ceux qu'elle intéresse. »

Après avoir exposé le mécanisme pratique de l'opposition, sa centralisation au syndicat des agents de change de Paris dans un organe quotidien permanent et unique, son insertion continue tant que les frais en sont assurés, le rapporteur ajoutait : « De cette manière, le public aura chaque jour sous les yeux la liste entière des titres frappés d'opposition. Chaque intéressé, acheteur ou intermédiaire, en parcourant le numéro du jour, pourra s'assurer, en temps utile, si les titres qui lui sont présentés sont placés en dehors de la libre circulation. »

Plus loin le rapporteur indique de nouveau que les effets de la publication au Bulletin atteignent le public entier.

« Les agents de change, les personnes qui se livrent habituellement au commerce des titres, auront toujours le Bulletin sous la main... Il ne sera pas difficile à l'acheteur, simple particulier, d'exiger du vendeur, préalablement à la conclusion du marché ou du moins à la remise des fonds, qu'il lui représente le numéro du jour constatant que les titres à livrer ne sont pas placés en interdit. Il ne s'agit en définitive que d'une vérification simple, facile, qui peut se faire sans frais et sans dérangement ».

« En rendant difficile, dit encore M. Grivart, le placement des titres perdus ou volés que le Bulletin met à l'index, la loi exerce, au grand profit de la morale publique, une action préventive excellente ; elle décourage l'industrie

aujourd'hui trop florissante du vol des titres en fermant ses débouchés ».

Ce passage montre bien le but moralisateur de la loi. L'objet de celle-ci serait bien incomplètement rempli si le détenteur des titres suspects les restituait à celui qui les lui a déposés et qui pourrait ensuite en trafiquer.

Plus loin encore le rapporteur précise davantage les effets généraux de la loi en examinant la portée de l'article 12. « Sa disposition principale, dit-il, celle du premier paragraphe de l'article 12 repose sur cette donnée rationnelle que les tiers qui ont traité depuis la publication, ont connu ou dû connaître l'opposition et que par suite ils sont coupables de négligence ou de mauvaise foi. Une telle présomption n'a rien d'excessif, puisqu'il sera toujours facile à l'acheteur de ne conclure qu'après avoir consulté le numéro du Bulletin dernier paru au lieu où s'opère la transaction. La conséquence qu'elle doit entraîner, c'est que toute négociation ou transmission postérieure au moment où l'opposition est publiée est réputée connue ». — « En conséquence, elle n'a aucun effet vis-à-vis de l'opposant. Les droits de ce dernier sont les mêmes que si les titres n'avaient pas changé de mains depuis la publication ».

Ainsi donc, la conclusion qui semble se dégager de la loi de 1872 d'après son commentateur le plus autorisé, c'est que l'opposition signifiée au syndicat des agents de change de Paris produit, grâce à la publicité du Bulletin officiel, tous les effets d'une opposition qui serait signifiée individuellement à tous les intermédiaires sans distinction. En d'autres

termes, il résulte des articles 11 et 12 de la loi de 1872 une règle de droit commun qui n'a rien de spécial aux agents de change, et qui régit ceux-ci aussi bien que les établissements de crédit, les banquiers, etc... Les uns et les autres sont donc tenus de respecter les effets de cette opposition collective, comme ils eussent été tenus, avant la loi de 1872, de respecter les effets d'une opposition individuelle, c'est-à-dire en s'abstenant de restituer les titres à celui qui les leur a remis.

Ainsi que l'a dit encore M. Grivart, rapporteur à nouveau devant le Sénat de la loi du 8 février 1902 qui a complété la réglementation de l'opposition. « A partir du moment où l'opposition a été portée à la connaissance du public par son insertion au Bulletin, elle devient contradictoire et frappe le titre d'indisponibilité à l'égard de tous ceux qui pourraient être mis en possession par une transmission ultérieure » (1).

On ne saurait contester que, ainsi comprise et appliquée, la législation de 1872 présente les plus sérieuses garanties de sécurité pour tous ceux qui, à quelque titre différent que ce soit, sont appelés à l'observer. Il y a lieu de considérer à cet égard la sécurité du propriétaire dépossédé et celle des détenteurs ultérieurs quelconques.

Si l'on s'attache d'abord à la sécurité du propriétaire dépossédé, il est aisé d'apercevoir l'importance de l'immobilisation. Cette mesure permet à la victime de connaître

(1) Sirey 1902. 5. 321.

rapidement la personne qui a mis le titre dans la circulation, de pouvoir ainsi atteindre aisément l'auteur de sa dépossession, et enfin de mettre à sa disposition, au lieu d'une action personnelle subordonnée aux aléas divers de l'individualité du défendeur (solvabilité, nationalité, difficultés d'exécution), une action réelle d'une efficacité presque toujours certaine. L'opposition tend à permettre la revendication par le propriétaire dépossédé. Comment pourrait-il l'exercer si le titre échappait à ses recherches, en sortant des mains du tiers saisi pour rentrer dans celles du tiers porteur, qui peut lui être inconnu et faire passer le titre là où il serait insaisissable. Cette considération présente une valeur particulière lorsqu'il s'agit de valeurs étrangères. Car si celles-ci, alors qu'elles sont frappées d'opposition, parviennent à s'évader du territoire français, il est assez invraisemblable d'espérer qu'elles y reviennent jamais. Les divergences des législations étrangères et de la législation française rendent très problématique le succès d'une action en revendication à l'étranger, à supposer même que l'on retrouve la trace des titres ainsi échappés à l'action de notre loi.

Considérons maintenant l'intérêt de l'immobilisation à l'égard des détenteurs ultérieurs : agents de change, banquiers, établissements de crédit, établissements chargés en France du service des titres étrangers ou mandataires en notre pays des Etats ou sociétés étrangères, changeurs, simples particuliers, etc. A première vue, l'intérêt dont il s'agit n'apparaît guère. Il est même certain que l'immobi-

lisation est de nature à leur imposer une surveillance matérielle assez considérable. Cependant, s'ils se conforment aux prescriptions des lois de 1872 et de 1902, il faut affirmer que l'immobilisation leur assurera une complète sécurité.

La Cour d'Aix dont l'arrêt fut cassé par l'arrêt de la Chambre civile du 26 février 1913, acceptait un criterium très dangereux pour les diverses catégories de détenteurs et, spécialement, pour les banquiers. L'arrêt d'Aix admettait en effet la responsabilité dans le cas où le détenteur avait rendu le titre au porteur faisant l'objet de la publication au Bulletin officiel des oppositions, à un insolvable ou à une personnalité d'une moralité suspecte ; il exonérait au contraire le détenteur s'il avait rendu le titre à une personne dont la solvabilité aurait été notoire et qui aurait joui d'une réputation également notoire de probité et d'honorabilité ; cet arrêt déclarait même le banquier en faute dans le cas où il n'eût pas, en cette dernière éventualité, restitué le titre au porteur publié au Bulletin officiel à la personne qui le lui aurait livré.

Quoi de plus fragile que ce critérium de la solvabilité notoire et de la réputation de probité et d'honorabilité ? En matière commerciale, la solvabilité est très variable. Quant à la réputation de probité et d'honorabilité, elle prête à des apparences spécieuses et à des illusions. Si le détenteur du titre litigieux se trompait dans son appréciation, il pourrait, dans le système de la Cour d'Aix, encourir une responsabilité.

Au contraire la sécurité du détenteur du titre se trouve

garantie avec une efficacité absolue s'il est en présence d'un critérium, non pas subjectif, mais tout à fait objectif et reposant sur une règle absolue qui, basée sur un fait matériel et indiscutable, n'est pas susceptible d'une appréciation arbitraire.

Le rapporteur de la loi de 1872, M. Grivart dont nous avons déjà invoqué l'autorité, faisait à ce sujet observer combien il était intéressant, pour les personnes appelées à manier, pour quelque cause que ce fût, les titres au porteur, de voir substituer un critérium fixe et nettement déterminé à une jurisprudence incertaine, mobile, qui inquiète d'autant plus ceux qui y sont exposés, qu'elle n'a pas de caractère définitif et ne se rattache à aucun principe fixe et nettement déterminé. Ce défaut de fixité et de certitude dans les principes dictant l'appréciation de la responsabilité, place ceux qui se livrent au commerce des titres au porteur, disait M. Grivart, sous le coup d'une responsabilité, pour ainsi dire discrétionnaire qui rend leur ministère fort périlleux.

Quelque excellentes que soient les raisons précédentes en législation, quelque désir qu'elles donnent d'interpréter la loi de 1872 ainsi que l'a fait la jurisprudence de la Cour de Cassation, il reste cependant qu'aucun texte de cette loi ne conduit ni expressément, ni implicitement, à reconnaître à l'opposition l'effet d'immobiliser les titres perdus ou volés entre les mains de tous tiers détenteurs.

Mais si l'opposition régulièrement pratiquée et inscrite au

Bulletin ne produit pas, en vertu de la législation spéciale de 1872, l'immobilisation entre les mains des banquiers, cela ne veut pas dire que ces derniers puissent impunément se dessaisir des titres frappés d'opposition. Leur responsabilité, nécessaire à la sauvegarde de la propriété des valeurs mobilières, découle du droit commun de l'article 1382.

On ne saurait admettre qu'un banquier achète ou mette en circulation des titres au porteur sans rechercher si leurs numéros figurent au bulletin des oppositions. Leur omission de consulter le Bulletin les constitue en état d'imprudence, sinon de mauvaise foi ; leur expérience les rend en cette matière d'autant plus inexcusables qu'ils n'ignorent pas que c'est à eux que l'on s'adresse de préférence pour la négociation des titres dont le propriétaire a été dépossédé sans sa volonté. Le banquier est donc responsable si sa négligence empêche l'opposition de produire son effet et, par exemple, fait perdre à l'opposant la piste du titre volé.

On aperçoit aisément la différence entre cette solution, fondée sur le droit commun, et celle de la Cour de Cassation que nous avons cru devoir critiquer dans l'état actuel des textes.

Si la loi de 1872 réglait les rapports du banquier et du propriétaire dépossédé, l'insertion de l'opposition au Bulletin produirait, ipso facto, l'immobilisation absolue des titres aux mains du banquier. Dans notre manière de voir, il n'y a pas juridiquement d'immobilisation ; le titre n'est pas frappé d'indisponibilité. Mais le banquier est en faute, vu son expérience professionnelle, s'il ne consulte pas le

Bulletin ; il ne peut alléguer qu'il n'a pas eu connaissance de l'opposition, dès lors que cette dernière y a été insérée.

Au surplus, s'il s'agissait d'immobilisation, le banquier serait responsable par le seul fait de s'être dessaisi du titre frappé d'opposition ; dans notre système, sa responsabilité ne sera encourue, conformément au droit commun, que si son acte a causé un préjudice à l'intéressé.

Un dernier point reste à trancher. Le banquier, avons nous dit, est responsable s'il a causé un préjudice en négociant un titre perdu ou volé postérieurement à l'insertion de l'opposition au Bulletin. Il convient de déterminer le jour de la consommation de la négociation qui a fait passer le titre au porteur actuel, par rapport au jour de la publication, de l'opposition au Bulletin. Si l'opposition est postérieure à la publication, l'acheteur, une fois évincé, se retournera en garantie contre le banquier. Le banquier lui-même, s'il est surpris par la nouvelle de l'opposition après la prise du titre à ses guichets et avant qu'il ne l'ait fait servir à la livraison, ne pourra pas s'en dessaisir au détriment de la victime du vol ; il devra le lui rendre, sauf à se retourner contre le donneur d'ordre auquel il aurait eu l'imprudence de payer d'avance le prix de la négociation. La même question de la date de la négociation, comparée à celle de l'insertion de l'opposition au Bulletin, se pose aussi pour l'agent de change.

La loi de 1872 ne tranchait pas la difficulté, l'article 12 se bornait à dire que « toute négociation postérieure au jour

de l'apparition du Bulletin serait sans effet vis-à-vis de l'opposant ». De l'avis général, la négociation ne prenait pas date au moment de la remise du titre à vendre, mais, selon les systèmes en présence, au moment de la livraison qui en était faite à l'acheteur, ou au moment de la spécialisation des titres, notamment par inscription de leurs numéros sur les livres de l'agent vendeur au nom de l'acheteur ou de l'agent de change de celui-ci; et c'est au moment de la livraison, d'après le premier système, de la spécialisation, d'après le second que l'agent de change devait vérifier à nouveau l'absence au Bulletin du numéro du titre en question. La restitution qu'il devait faire du titre à l'opposant ne pouvait alors préjudicier à l'agent. Elle ne lui faisait tort que s'il avait par anticipation réglé de prix de vente, ce à quoi rien ne l'obligeait (1).

C'est une solution différente qui a été apportée par la loi de 1902. « La négociation, dit le nouvel article 13 alinéa 3, qui rend sans effet toute publication postérieure de l'opposition, sera réputée accomplie dès le moment où aura été opérée sur les livres des agents de change l'inscription des numéros des titres vendus pour compte du donneur d'ordre et livrés par lui. » Ni l'acheteur, ni l'agent de change ne pourra être évincé. Le titre tardivement frappé d'opposition aura pu servir à la livraison.

Cette règle est particulière aux agents de change. Dans le

(1) Paris 26 juillet 1895 et 3 décembre 1902. Sirey 1897. 2. 305 et 1904. 2. 289 notes Wahl.

but de rendre son exécution possible, un décret du 8 mai 1902 a soumis les livres des agents de change à des conditions précises de tenue permettant de préciser le jour des livraisons à eux faites des titres à vendre.

Mais cette règle ne s'étend pas aux banquiers. En ce qui concerne ces derniers, la négociation prend date au moment de la livraison du titre à l'acheteur (1); à ce moment, ils sont en faute s'ils ne vérifient pas à nouveau l'absence au Bulletin du numéro du titre qui est l'objet de l'opération. Il n'y a aucune raison de faire bénéficier les banquiers de la disposition précitée de la loi de 1902, édictée pour les seuls agents de change et par faveur pour eux. La responsabilité des banquiers résultant du droit commun, elle est encourue à quelque moment de l'opération que leur faute, c'est-à-dire leur omission de consulter le Bulletin des oppositions, se soit produite, pourvu que cette faute ait causé un préjudice.

(1) Cassation 6 juillet 1886. Sirey 1887. 1. 452.
et Wahl, note Sirey 1897. 2. 305.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE

Faute pouvant résulter d'une négociation antérieure à l'insertion au Bulletin

La situation du banquier et celle de l'agent de change se révèlent ici très différentes.

A moins qu'il ne soit de mauvaise foi ou que l'opposition lui ait été signifiée individuellement, l'agent de change n'engage pas sa responsabilité s'il prête son ministère à la négociation d'un titre perdu ou volé dont le numéro ne figure pas encore au Bulletin des oppositions.

La responsabilité du banquier est plus étendue. Il répond de tout acte rentrant dans les prévisions générales de l'article 1382. Or sa faute peut exister si, ayant reçu des titres avant l'insertion au Bulletin, il n'a pas pris toutes les mesures de précaution que la prudence exigeait de lui, et qui lui auraient probablement permis de reconnaître que les titres étaient viciés et de leur fermer l'entrée du marché. Etant donné qu'aucune règle restrictive de responsabilité, dans le genre de celle qui a été édictée par l'agent de change, n'existe pour le banquier, la circonstance que, lors de l'acquisition, le titre n'aurait pas figuré au Bulletin officiel du jour, ne semble pas d'une sérieuse importance dans la cause. En effet, il peut arriver et il arrivera fréquemment que les titres soustraits ou trouvés seront apportés au banquier le

jour même de la dépossession, ou avant que le propriétaire n'ait eu le temps de pratiquer son opposition et de la faire insérer au Bulletin. C'est donc à ce moment que la surveillance doit être la plus active. Tout au plus pourrait-on admettre que si les titres étaient présentés au banquier quelques jours après la dépossession, et alors que le propriétaire a eu largement le temps de remplir toutes les formalités édictées par la loi pour sauvegarder ses intérêts, cette considération serait de nature à diminuer quelque peu la gravité des circonstances caractéristiques de la faute ; car le propriétaire d possédé aura eu de son côté quelque faute à se reprocher en n'agissant pas plus rapidement. Cette règle a été consacrée par la jurisprudence. Plusieurs arrêts (1) ont formellement reconnu que la responsabilité des banquiers et changeurs peut se trouver engagée par une négociation antérieure à toute publication, sauf au juge à tenir compte, pour atténuer cette responsabilité, de la faute du propriétaire des titres perdus ou volés qui a négligé de faire l'opposition prévue par la loi du 15 juin 1872 et a ainsi privé le banquier du moyen de contrôle que lui apporte, dans ses opérations quotidiennes, le Bulletin des oppositions.

Il y a là une application à notre matière de l'idée générale, qu'on retrouve dans tout le domaine de la responsabilité, de la faute partagée.

(1) Paris 19 février 1875, D. 75. 2. 158.

Douai 25 décembre 1875. D, 76. 2. 153.

Quant à la question de savoir si le banquier a commis une faute, elle revient toujours à se demander si, en fait, le banquier a pu ou non se renseigner ou être informé d'une manière quelconque de ce que les titres étaient perdus ou volés. Ce point rentre dans l'appréciation souveraine des juges, dégagés de toute présomption légale.

Il s'est produit à cet égard, dans la jurisprudence, une certaine évolution qu'il n'est pas sans intérêt de rappeler.

Antérieurement à la loi de 1872, les arrêts semblaient astreindre les changeurs, à la différence des agents de change, à ne traiter qu'avec des personnes connues, ou, tout au moins, s'ils opéraient avec des inconnus, à vérifier leur identité et leur domicile. L'omission de cette formalité était regardée comme essentiellement constitutive de responsabilité, même en l'absence de toute circonstance propre à éveiller des soupçons (1). Toutefois il importe de remarquer que presque tous les arrêts rendus sur ce point visaient des espèces où les titres perdus ou volés se trouvaient encore dans les mains des changeurs ; il ne s'agissait donc que d'une action en revendication, ouverte par cela seul que les titres se retrouvaient en nature, abstraction faite de toute faute du détenteur ; il n'était pas question d'une action

(1) Paris 6 décembre 1821. Dalloz Répertoire. V° Prescription civile n° 291.

Paris 10 novembre 1838. D. 59. 2. 8.

Aix 17 mai 1859 D. 59. 2. 115.

Paris 6 juin 1864. D. 65. 2. 54.

en responsabilité qui suppose l'existence d'une faute. L'absence de vérification de l'identité et du domicile du vendeur par le changeur n'autorisait donc pas une conclusion générale. Cette jurisprudence tendait d'ailleurs à créer une regrettable confusion entre l'action en revendication et l'action en responsabilité.

Mais à partir de la loi de 1872, et même quelques années auparavant, on avait vu se former une jurisprudence beaucoup moins sévère, tendant à l'assimilation, sur ce point particulier, de la responsabilité du changeur et de celle des agents de change. Les arrêts décidèrent alors que le simple fait de n'avoir pas vérifié l'identité et le domicile du vendeur ne suffisait pas à engager la responsabilité du changeur (1) et qu'il fallait en outre, pour que celle-ci fut encourue, que les titres eussent été offerts dans des circonstances de nature à éveiller des soupçons. La distinction jurisprudentielle était la suivante : 1° Le fait de ne s'être assuré ni de l'identité, ni du domicile, ne constituait pas à lui seul, et en l'absence de toute circonstance particulière de nature à faire soupçonner que les titres pourraient avoir une provenance illégitime, un cas de responsabilité ; 2° mais si les titres avaient été présentés au changeur dans des circonstances propres à éveiller ses soupçons, si, par exemple,

(1) Cassation 5 janvier 1872, et, sur renvoi, Rouen 12 mars 1873. — Paris 21 janvier 1874. D. 75. 2. 45.

Douai 25 décembre 1875. D. 76. 2. 153.

Paris 22 janvier 1875 D. 77. 2. 143.

ils avaient été offerts à la négociation par un mineur, un clerc, une femme mariée non autorisée, par un étranger sans domicile ni correspondant à Paris, si le client avait montré une hâte de mauvais augure, le changeur ne devait négliger aucune précaution pour voir si ses soupçons étaient fondés ; faute d'avoir pris ses renseignements et d'avoir procédé aux vérifications nécessaires, et du reste variables avec les espèces, il était déclaré responsable (1). Il ne lui suffisait pas de s'être assuré de l'identité et même du domicile, il devait prendre toutes les mesures propres à forcer les personnes suspectes à justifier de leur droit de propriété sur les titres.

Cette distinction, qui s'appliquait également aux banquiers, n'était pas sans valeur juridique. Si, en effet, la forme au porteur entraîne ipso jure une présomption de légitime propriété, cette présomption doit continuer à triompher tant qu'il ne s'est révélé aucune circonstance de nature à mettre le changeur ou le banquier en éveil (2).

Mais le motif même de la distinction dont il s'agit indique que celle-ci était encore trop étroite et même, peut-on dire, trop formaliste, par le rôle qu'elle faisait jouer à la vérification de l'identité et du domicile.

(1) Aux arrêts déjà cités, ajouter Trib. Seine 4 septembre 1872. D. 73.3.87. Paris, 18 décembre 1874. D. 75. 2. 158.

(2) Trib. civ. Seine 16 août 1879. Le Droit 23 octobre 1879. Ce dernier jugement avait même assimilé les titres au porteur à une sorte de monnaie courante. C'était une exagération.

Pourquoi ne pas décider d'une façon plus simple et plus générale, que le banquier est ou non en faute, suivant qu'il aurait ou n'aurait pas pu, par quelque voie que ce fût, s'informer de la perte ou du vol des titres négociés ? Et c'est bien en effet cette troisième formule qui paraît se dégager de la jurisprudence la plus récente.

Sans doute, on trouve des traces de la distinction que nous venons d'analyser dans certaines décisions. Des tribunaux (1) ont déclaré que la nécessité de vérifier l'identité et le domicile du vendeur ne peut être imposée au banquier qu'à titre exceptionnel, en présence de circonstances graves devant mettre en éveil ses soupçons ; que, par suite, le propriétaire du titre volé ne peut réclamer à titre de dommages-intérêts la valeur du titre perdu, au banquier qui a inscrit sur ses livres l'opération sous sa date, avec les noms, prénoms et domicile donnés par le porteur, aucune faute ne pouvant lui être reprochée.

Mais la plupart des décisions se sont complètement affranchies de la distinction en question et elles ont simplement examiné, d'après les circonstances de l'affaire qui leur était soumise, si le banquier était ou non en faute.

Ainsi la Cour de Lyon, le 23 novembre 1882, a décidé que le banquier qui a transmis à l'agent de change chargé de les

(1) Trib. Marseille, 16 mars 1888. *Le Droit* 19 août 1888.
Trib. Nantes 9 novembre 1892. *Gaz. Pal.* 94. 1. 123.
Trib. Seine 13 mars 1893. *Le Droit* 24 mai 1893.
Trib. Seine 5 juin 1894. *Gaz. des trib.* 18 août 1894.

négocier à la Bourse, des titres au porteur volés, mais à l'égard desquels aucune opposition n'avait encore été formée au moment de la négociation, ne saurait encourir de responsabilité s'il n'a commis ni faute, ni négligence ayant porté préjudice au propriétaire des titres (1).

Un banquier n'avait pas exigé d'un emprunteur, simple percepteur de campagne, la justification de son droit de propriété ; il lui avait fait des avances importantes contre des dépôts de titres nombreux, fréquemment substitués les uns aux autres, alors que, d'une part, l'importance des sommes par lui avancées n'était pas en rapport avec la situation officielle de l'emprunteur, et que, d'autre part, la multiplicité même des titres successivement déposés entre ses mains, ne permettait pas de croire qu'ils fussent tous la propriété de l'emprunteur. Le Tribunal de la Seine a jugé qu'en agissant ainsi, ce banquier avait commis une imprudence qui l'obligeait à restituer les titres dont il était encore nanti (2).

Le 25 mars 1891, la Cour de Cassation décida que le fait unique par un banquier, acheteur de titres au porteur, de n'avoir pas, en l'absence de toute circonstance de nature à éveiller ses soupçons, exigé de son vendeur la justification de son droit de propriété, ne présentait pas le caractère d'une faute dont ledit banquier put être déclaré responsable (3).

(1) Lyon 23 novembre 1882. Sirey 84. 2. 110.

(2) Trib. Seine 7 mai 1889. Gaz. Pal. 89. 1. 789.

(3) Sirey 91. 1. 469.

La Cour de Paris, le 11 décembre 1894, reconnut que ne commettait aucune faute de nature à engager sa responsabilité vis-à-vis du propriétaire dépossédé par le vol, l'établissement de crédit qui ne consentait à négocier les titres à lui présentés, que sur la recommandation du porteur par un de ses clients habituels jouissant d'une bonne réputation, et alors qu'aucune circonstance n'était de nature à éveiller les soupçons de cet établissement (1).

Le coulissier, a dit la Cour de Rouen le 22 juillet 1896, auquel des valeurs au porteur non frappées d'opposition ont été remises pour être négociées, par un banquier qui les tenait lui-même de celui qui les avait détournées, ne saurait être déclaré responsable envers la victime du vol, alors que le banquier présentant des garanties sérieuses de solvabilité, et étant depuis longtemps en relations d'affaires suivies avec le coulissier, celui-ci n'a pu soupçonner que les titres provenaient d'un détournement (2).

Mais la même Cour reconnut la faute d'un banquier dans l'espèce suivante. Un modeste employé de banque avait commis des détournements importants de titres au porteur qu'il avait confiés à un banquier pour les employer en opérations de Bourse. Ce dernier, ayant exécuté les ordres de ce client, fut actionné par le propriétaire dépossédé. La Cour de Rouen reconnut la responsabilité de l'intermédiaire.

(1) Paris 11 décembre 1894. Société Générale Gaz. Pal. 94. 2. 742.
cf Caen 3 novembre 1899. Le Droit 8 avril 1900.

(2) Sirey 1897. 2. 115.

et décida que celle-ci résultait de ce que le banquier ne s'était pas inquiété de la provenance des titres, alors que leur nombre et leur importance étaient en disproportion manifeste avec la situation du client (1).

Il serait fastidieux de passer en revue toutes les espèces qui ont été soumises à l'appréciation des tribunaux. Les exemples que nous avons donnés suffisent à illustrer cette règle que les banquiers ne sont responsables vis-à-vis du propriétaire dépossédé que s'ils ont commis une faute, et que les juges du fait sont appelés à apprécier cette dernière souverainement, d'après les circonstances.

Une observation nous semble cependant encore nécessaire.

La loi de 1872 a laissé en dehors de son application les titres de rente et autres obligations sur l'Etat. Déjà la loi du 8 nivose an VI, article 4, interdisait l'apposition au Trésor, pour le service des arrérages, afin de ne pas troubler la comptabilité publique. Mais il est permis de se demander pourquoi on a également interdit, à l'égard de la rente, l'opposition à négociation? Ne serait-il pas utile et légitime de permettre à celui qui est frustré par vol d'un titre de rente au porteur de perpétuer à son profit la revendication contre le tiers porteur du numéro volé?

Prenant en considération cette lacune législative, et, d'autre part, ce fait que la négociation des effets publics est

(1) Rouen 22 juillet 1896. Banque d'Alsace-Lorraine. Sirey. 1897. 2. 115.

réservée aux agents de change et que les banquiers et changeurs n'y procèdent que par tolérance, la jurisprudence a exigé de ces derniers, en ce qui concerne cette classe de valeurs, une plus grande circonspection. Certaines décisions ont relevé comme une faute lourde le fait par un banquier d'acheter des titres de rente française au porteur sans prendre les renseignements qu'il lui était facile de se procurer sur l'identité du vendeur, notamment sans vérifier si la maison de commerce dont le vendeur se disait gérant existait bien dans la ville indiquée, alors surtout que la raison pour laquelle ce prétendu commerçant déclarait vouloir vendre (dans l'espèce, un paiement à faire) était de nature à éveiller l'attention du banquier (1).

Toutefois, en ce qui touche les titres de l'Etat français, le principe demeure le même que pour les autres valeurs, et la responsabilité du banquier ne saurait exister en dehors d'une faute ou d'une négligence. — Une société de crédit reçoit d'une de ses agences l'ordre de négocier un titre de l'Etat français au porteur, de la part d'une personne d'apparence correcte, présentée par un commerçant honorable du quartier et client habituel de ladite agence, qui affirme le connaître depuis plusieurs années; le donneur d'ordre produit des bordereaux et des pièces d'identité; aucune circonstance particulière n'est susceptible d'éveiller

(1) Trib. Seine, 30 mars 1893. *Le Droit*, 27 avril 1893.

Adde : trib. Seine 25 mai 1894. *Gazette Palais* 94. 2. 61.

les soupçons de la société de crédit; cette dernière, a dit la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation dans un arrêt du 16 juillet 1907, n'a pas à exiger de la part du donneur d'ordre la justification de sa propriété du titre à négocier, et elle ne commet aucune faute en se chargeant de la vente du titre (1).

(1) Cass. Req. 16 juillet 1907. Le Droit 20 juillet 1907.

CHAPITRE TROISIÈME

Conditions d'exercice de l'action en responsabilité

Il résulte de tout ce qui précède que l'action en responsabilité qui peut être exercée contre le banquier à raison de la négociation des titres au porteur perdus ou volés, s'appuie sur le droit commun.

Son exercice suppose donc la réunion de deux conditions nécessaires et suffisantes : une faute de banquier, un préjudice engendré par cette faute. Faisant application au banquier de la règle générale posée dans l'article 1382 C. civ. nous dirons : Tout fait quelconque du banquier qui, en matière de négociation de titres au porteur perdus ou volés, cause à autrui un dommage « oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Il est bien entendu d'ailleurs que les articles 1383 et 1384, qui règlent également la responsabilité de droit commun, sont applicables au banquier ; celui-ci répond donc du dommage causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence ; il répond aussi du dommage causé par le fait de ses préposés et agents. Ces

derniers points n'appellent en notre matière aucune observation spéciale ; il suffit de les indiquer.

L'action en responsabilité contre le banquier est indépendante de la législation de 1872 et de 1902. Ce principe, nous l'avons montré au cours de ce travail, résulte de deux considérations. En premier lieu, les banquiers et changeurs ne sont astreints, en ce qui concerne les achats et les ventes de titres au porteur, à aucune obligation spéciale par aucun texte légal ou réglementaire ; leur responsabilité ne peut donc prendre sa source que dans les textes et les règles du droit commun. En outre — et ce n'est là qu'un aspect particulièrement important de l'idée précédente — la loi de 1872 modifiée en 1902 n'a pas visé les banquiers. Sans doute, nous l'avons vu, on a pu chercher dans l'esprit de cette législation des motifs sérieux d'étendre son application à tous les intermédiaires ; mais les arguments de cet ordre ne sauraient prévaloir, à notre sens, contre la lettre des textes qui ne mentionnent pas expressément les banquiers. Il nous reste à déduire de ce principe que l'action en responsabilité contre le banquier est indépendante de l'action des lois de 1872 et de 1902, certaines conséquences qui n'ont pas encore été envisagées.

Cette indépendance se manifeste au triple point de vue : 1° des formalités ; 2° des catégories de titres dont la négociation peut engager la responsabilité ; 3° des personnes qui peuvent exercer l'action.

1^e

L'action en responsabilité contre le banquier ne présuppose aucune formalité. Au contraire, l'omission des formalités de la loi de 1872 entraîne l'irresponsabilité de l'agent de change. Si l'opposition à la négociation, et par suite, la publication au Bulletin officiel, n'ont pas eu lieu, toutes les négociations ou transmissions de titres sont régies par les dispositions du droit antérieur à 1872, notamment par les articles 2279 et 2280. La situation du propriétaire est même moins bonne, à certains égards, qu'avant la loi ancienne, dans ses rapports avec les agents de change qui auraient négocié les titres perdus ou volés ; aux termes de l'article 12, en effet, les agents de change ne sont plus responsables sauf le cas très rare où la mauvaise foi serait démontrée, des négociations faites par leur intermédiaire qu'autant que les oppositions leur auraient été signifiées individuellement.

En édictant cette règle restrictive de la responsabilité des agents de change, le législateur a voulu éviter les contestations sur l'existence d'une faute à leur charge, et ne pas leur imposer des recherches qui seraient de nature à entraver ou à ralentir les transactions. Mais ces considérations n'ont pas été admises à l'égard des autres intermédiaires parce que c'est à eux qu'on recourt de préférence pour la négociation des titres perdus ou volés.

L'action en responsabilité contre le banquier ne tombe donc pas si, lors de l'emploi de son ministère, le Bulletin des oppositions n'avait pas encore publié le numéro du titre perdu ou si le propriétaire avait négligé de faire opposition.

La même observation s'applique au cas où le propriétaire aurait fait une opposition tardive. Plusieurs jugements ont, en ce sens, décidé que le propriétaire de titres au porteur qui en a été dépouillé par un vol, est fondé à réclamer des dommages-intérêts au banquier qui a acheté ces titres d'une personne sur laquelle il ne s'est pas suffisamment renseigné, encore bien que le propriétaire n'ait formé une opposition que deux mois après le vol ; cette circonstance, en effet, si elle lui enlève le droit de se prévaloir de la loi de 1872, lui laisse celui de réclamer l'application de l'article 1382 C. civ. (1)

Il est intéressant de rapprocher ces décisions de l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 26 février 1913, que nous avons attentivement analysé et critiqué dans le chapitre précédent, et suivant lequel la publication de l'opposition au Bulletin produirait une immobilisation complète des titres entre les mains de tous les tiers détenteurs, et, particulièrement des banquiers. La Cour suprême tend ainsi à attribuer à l'insertion au Bulletin la valeur d'une présomption légale de faute aussi bien pour le banquier que pour l'agent de change. Mais si cette manière de voir était exacte, ne serait-il pas juste également de décider que le banquier, comme l'agent de change, est exonéré de toute responsabilité lorsqu'il n'y a pas eu d'opposition publiée au Bulletin ?

Sans doute on peut admettre, logiquement, un système

(1) Trib. Seine 21 janvier 1897. Le Droit 24 avril 1897.

Trib. Tours 3 juillet 1902 La Loi, 23 novembre 1902.

dans lequel la publicité de l'opposition immobiliserait absolument les titres entre les mains des tiers détenteurs, quels qu'ils soient, et dans lequel, cependant, la non-publicité de cette opposition exonérerait l'agent de change tandis qu'elle laisserait subsister la responsabilité du banquier dans les termes du droit commun. Il n'est pas niable, malgré tout, qu'il y a quelque chose de choquant dans cette inégalité des situations.

La théorie que nous avons admise, évite, ce nous semble, un pareil reproche. La loi de 1872 n'ayant pas visé le banquier, l'opposition ne frappe pas d'indisponibilité absolue le titre entre ses mains. Mais le banquier est en faute certaine et inexcusable s'il ne consulte pas le Bulletin afin de rechercher si le titre sur lequel il va opérer y figure ou non. L'action en responsabilité contre lui est uniquement fondée sur l'article 1382 ; elle est totalement indépendante de la législation de 1872 ; ainsi explique-t-on très bien que son exercice ne dépende en aucune manière de l'accomplissement des formalités prévues par cette dernière législation.

2^e

La responsabilité des banquiers peut se trouver engagée à propos de la négociation de titres au porteur ne rentrant pas dans le système de protection de la loi de 1872.

Sans doute, cette loi régit tous les titres au porteur, provisoires ou définitifs, cotés ou non cotés à la Bourse, qui sont susceptibles de négociation. Malgré le texte, en apparence restrictif, de l'article 14, aucune différence n'est à

établir, à cet égard, entre les titres créés par la société et ceux qui sont émis par les départements, les communes et les établissements publics (1).

Cependant il existe deux exceptions. La première concerne les rentes et autres titres émis par l'Etat ; cette catégorie de valeurs (sauf toutefois les obligations émises pour les besoins des chemins de fer de l'Etat) n'est pas soumise à la loi de 1872 (art. 16 modifié par la loi du 8 mars 1902). Les rentes sur l'Etat et titres assimilés demeurent donc régis, dans les rapports du propriétaire dépossédé avec les tiers acquéreurs, par les articles 2279 et 2280 C. civ. (2). Or, nous avons vu que la jurisprudence prenant en considération l'absence de la protection de l'opposition pour les titres dont il s'agit, exige des banquiers une plus grande circonspection et se montre à leur égard plus sévère que lorsqu'il est question d'autres titres.

Une autre catégorie de titres auxquels ne s'applique pas la législation de 1872 est celle des billets au porteur. Ces billets ayant une circulation restreinte et ne se négociant pas en Bourse, ne sont pas entrés dans les prévisions du législateur. Leur propriétaire ne sera cependant pas désarmé ; il pourra faire opposition par ministère d'huissier aux mains du souscripteur du billet. Quand au rapport du propriétaire

(1) Wahl : *Traité théorique et pratique des titres au porteur* n° 1284.

(2) Toutefois le Trésor public admet, dans ses rapports avec le porteur dépossédé, d'une manière officieuse, les réclamations de ce dernier et lui délivre même un duplicata, moyennant un cautionnement Wahl op. cit. n° 1287.

avec les tiers détenteurs, ils seront régis par les articles 2792 et 2280. De plus, si ceux entre les mains desquels le billet a passé sont de mauvaise foi ou ont commis une faute, le propriétaire aura contre eux une action personnelle en restitution ; cette action lui appartiendra en particulier contre le banquier qui serait chargé de la négociation d'un tel titre.

Il y a lieu d'envisager aussi les questions de responsabilité qui peuvent naître, sur le terrain du droit international, de la perte ou du vol des titres au porteur (1).

Si nous considérons d'abord les titres français négociés à l'étranger, il n'est pas douteux que le propriétaire peut invoquer, dans ces rapports avec l'établissement débiteur, le bénéfice de la loi de 1872, alors même que sa loi nationale serait contraire ou garderait le silence. Mais la situation du propriétaire est différente dans ses rapports avec le tiers porteur. L'opposition et l'insertion au Bulletin deviennent inefficaces si les titres ont été négociés ou transmis à l'étranger. Car la loi qui sanctionne cette opposition et cette publicité expire aux limites du territoire français. Par suite, les tribunaux français saisis de l'action en revendication ou de l'action en mainlevée de l'opposition devront appliquer le droit commun des articles 2279 et 2280, sans qu'il y ait lieu de se demander si la négociation a été antérieure ou

(1) Lyon Caen et Renault nos 651 et suiv. (tome II)

Thaller : *Annales de droit commercial* 1905 p. 252 et suiv.

Bezard Falgas : *Revue droit internat. privé* 1909 p. 79 et 515 et suiv.

Wagner : *note Sirey* 1910. 2. 225.

Naquet : *note Sirey* 1911. 1. 81.

postérieure à la publicité du Bulletin. Mais il n'en est pas moins vrai que cette publicité, ayant toujours la valeur d'un renseignement, pourra être suffisante pour établir la faute de l'acquéreur et celle du banquier.

En ce qui concerne les valeurs étrangères, il convient encore de distinguer les rapports du propriétaire avec l'établissement débiteur, et, d'autre part avec les tiers. Il est certain que la loi de 1872 est inapplicable aux titres étrangers dans les rapports du propriétaire et de l'établissement débiteur. Cette loi est également inapplicable aux négociations de titres étrangers faites à l'étranger (1). Mais si l'on suppose qu'un banquier a contribué plus ou moins indirectement à cette négociation ou à sa préparation, rien n'empêche qu'il supporte les conséquences de sa faute dans les termes de l'article 1382.

D'autre part, dans l'opinion dominante, et en vertu de ce principe que la transmission des meubles est réglée par la loi de leur situation, la loi de 1872 peut être invoquée par le propriétaire des titres, dans ses rapports avec les tiers, dès lors que ces titres ont été négociés sur le territoire français (2). Mais, même si l'on n'acceptait pas cette opinion, la responsabilité du banquier, indépendante de la législation de 1872, devrait encore être admise.

(1) Wahl n° 1400 et suiv.

Lyon-Caen et Renault n° 655 bis (tome II).

(2) Cassation 13 févr. 1884. S. 84. 2. 225.

Weiss : Droit international p 594.

3^e

L'action en responsabilité contre le banquier pourra être exercée même par des personnes ne bénéficiant pas de la loi de 1872,

L'article 1^{er} de cette loi dispose ainsi : « Le propriétaire des titres au porteur qui en est dépossédé par quelque événement que ce soit, peut se faire restituer contre cette perte, dans la mesure et sous les conditions déterminées par la présente loi. »

La protection légale n'est donc accordée qu'au propriétaire. Il en résulte qu'elle ne peut être invoquée par toute autre personne prétendant exercer des droits sur les titres, par exemple par un créancier de ce propriétaire, fût-ce un créancier gagiste qui aurait été dépossédé des titres reçus en gage. Sans doute ce dernier pourra, ainsi que tout autre créancier, prendre des mesures conservatoires, et notamment faire procéder aux oppositions à paiement et à négociation ; mais ces oppositions ne pourront être formées qu'au nom de son débiteur qui demeure seul propriétaire des titres. De même, le propriétaire pourra seul plaider contre l'établissement débiteur, contre les tiers détenteurs, contre les agents de change ; quant au créancier, même gagiste, il ne pourra qu'intervenir, ou, s'il s'agit en vertu de l'article 1166 C. civ. indiquer en quelle qualité il agit.

Mais l'action responsabilité contre le banquier, n'étant pas fondée sur la loi de 1872 et ne se trouvant pas limitée par l'article 1^{er} de cette dernière, pourra être exercée par toute personne ayant subi un préjudice par la faute du banquier.

Une autre application de la même idée peut être faite aux incapables. Malgré la généralité des expressions de l'article 1^{er} de la loi de 1872 (le propriétaire), cette loi est inapplicable à la vente des titres au porteur faite par un incapable. Celui-ci peut intenter une action en nullité de la vente, laquelle est prescriptible par dix ans (art. 1304 C. civ.) mais il n'a pas de recours, en vertu de la loi de 1872, contre l'acheteur, même si une opposition a été formée au syndicat des agents de change avant la revente (1). Mais si la faute d'un banquier, à raison d'une négociation, cause un préjudice à l'incapable, il n'existe aucune raison de priver celui-ci d'agir en responsabilité, par son représentant légal, dans les termes de l'article 1382.

(1) Wahl nos 1234 et suiv.

CONCLUSION

Toutes les solutions dégagées par nous dans ce travail, procèdent de cette idée générale que la responsabilité du banquier, indépendante de la législation de 1872, découle du droit commun. Cette idée a également inspiré la jurisprudence. Toutefois, la Cour de Cassation, dans son arrêt du 26 février 1913 lui a porté une grave atteinte, en décidant que le seul fait de l'opposition au Bulletin immobilise les titres entre les mains de tous intermédiaires, spécialement des banquiers. Il en résulte, sans aucun doute, que ce seul fait crée à leur encontre une présomption de faute de même nature que celle qui pèse, dans les mêmes circonstances, sur l'agent de change. Sur ce point important, la Cour suprême fait donc dériver la responsabilité des banquiers, comme celle des agents de change, de la législation de 1872.

Nous n'avons pas cru pouvoir nous rallier à cette jurisprudence nouvelle. Aucun texte de la loi de 1872 ne conduit, ni expressément, ni implicitement à reconnaître à l'opposition l'effet d'immobiliser les titres perdus ou volés entre les mains des banquiers. Tout ce qu'on peut dire, c'est que leur omission de consulter le Bulletin constitue une faute génératrice de leur responsabilité dans les termes de l'article 1382.

Telle est, du moins, la conclusion qui nous paraît s'imposer dans l'état actuel des textes relatifs à la matière.

Mais la solution de la Cour de Cassation peut très bien se défendre sur le terrain législatif. Nous avons montré comment l'immobilisation permettrait au propriétaire dépossédé de connaître et d'atteindre rapidement l'auteur de la dépossession, comment elle mettrait à la disposition de ce propriétaire une action réelle plus sûre que l'action personnelle. L'immobilisation donnerait aussi, nous l'avons établi, une plus grande sécurité aux détenteurs ultérieurs, et notamment aux banquiers, en leur fournissant un criterium matériel et objectif d'appréciation.

La nullité dont la loi de 1872 frappe les transmissions postérieures à l'arrivée du Bulletin repose sur l'idée suivante. De deux choses l'une : ou le détenteur a traité en connaissance de l'opposition, et alors il est de mauvaise foi ; ou il ne la connaissait pas, et alors il est en faute, car il devait consulter le Bulletin qui l'eût immédiatement averti : dans l'un et l'autre cas son acquisition est inopposable au propriétaire dépossédé.

Mais ce raisonnement, que la législation actuelle suppose seulement en ce qui concerne les agents de change, peut s'appliquer aussi aux banquiers. Sans doute, la présomption que le Bulletin est ou doit être connu de tous les intéressés n'est pas sans comporter une certaine part de fiction. Mais cette part est, en réalité, bien petite. D'autre part, l'obligation de consulter le bulletin, avec la sanction rigoureuse qui y est attachée, si elle pouvait paraître trop rigoureuse pour les

particuliers ne saurait être considérée comme telle pour les banquiers, intermédiaires habituels des négociations. Cette obligation, dans le système que nous avons défendu, découle déjà pour eux du droit commun, car on ne saurait admettre qu'ils se livrent pour le compte d'autrui, à des achats ou à des ventes de titres au porteur, sans rechercher si ces titres n'ont pas été l'objet d'une opposition inscrite au Bulletin. Il resterait à inscrire cette obligation des banquiers dans la législation spéciale de la matière.

Mais, cette assimilation des banquiers et des agents de change, au point de vue dont il s'agit, devrait avoir une conséquence que nous avons déjà notée. La publicité de l'opposition au Bulletin constituant les banquiers en présomption de faute, il serait logique et équitable d'admettre qu'ils sont, comme les agents de change, exonérés de toute responsabilité lorsqu'il n'y a pas eu d'opposition insérée au Bulletin (1).

Or, cette conséquence même nous incline à hésiter sur la valeur de la solution législative en question. Pratiquement, nous le répétons, c'est aux banquiers que l'on s'adresse de préférence pour la négociation des titres dont le propriétaire a été dépossédé sans sa volonté. N'est-il pas utile, dès lors, d'ouvrir plus largement contre eux la voie de l'action en responsabilité ? Bien que le doute soit permis, nous croyons

(1) Nous exceptons, bien entendu, les hypothèses de mauvaise foi ou d'oppositions signifiées individuellement.

done qu'il est préférable de maintenir en tous points les banquiers sous le régime du droit commun auquel ils sont actuellement soumis.

VU :
Le Président,
ALBERT WAHL.

VU :
ET PERMIS D'IMPRIMER
Le Recteur
de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

VU :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

BIBLIOGRAPHIE

BEZARD FALGAS : Contentieux des oppositions sur titres d'actions et d'obligations.

BUCHÈRE : Traité des valeurs mobilières.

COURCELLE-SENEUIL : Les opérations de Banque.

CRÉPON : Négociation des effets publics et autres.

DELOISON : Traité des valeurs mobilières et opérations de Bourse.

LE GOST : Etude sur les titres au porteur perdus, volés ou détruits.

LYON-CAEN et RENAULT : Traité de Droit Commercial,

ORTLIEB : Des effets de la possession des meubles.

PETIT : Etude sur les titres au porteur.

THALLER : Droit Commercial.

WAHL : Traité théorique et pratique des titres au porteur.

GARASSUS : De la revendication des titres au porteur perdus ou volés. (*thèse Paris 1902*).

BLIN : Du recours appartenant à un acheteur de titres au porteur perdus ou volés. (*thèse Paris 1904*).

HANS : Responsabilité des agents de change dans la négociation des valeurs de bourse appartenant à autrui. (*thèse Paris 1904*).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Position de la question	15
CHAPITRE DEUXIÈME. — Fondement et étendue de la responsabilité du banquier.	25
<i>Section I</i> : Responsabilité envers le client acheteur.	30
<i>Section II</i> : Responsabilité envers le propriétaire dé- possédé	37
<i>Paragraphe I</i> : Le banquier détient les titres en nature	38
<i>Paragraphe II</i> : Le banquier ne détient pas les titres en nature	44
<i>Première Hypothèse</i> : Faute résultant de la négocia- tion des titres après leur insertion au Bulletin des Oppositions.	45
<i>Deuxième Hypothèse</i> : Faute pouvant résulter d'une négociation antérieure à l'insertion au Bulletin	69
CHAPITRE TROISIÈME. — Conditions d'exercice de l'action en responsabilité	81
CONCLUSION	91

